

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1126

31 octobre 2005

SOMMAIRE

Banque Raiffeisen, Soc. coop., Luxembourg	54002
BG Umbrella Fund	54046
BG Umbrella Fund	54046
BG Umbrella Fund	54046
BG Umbrella Fund	54046
BG Umbrella Fund	54047
BG Umbrella Fund	54047
Deka-WorldGarant 11/2011	54012
Deka-WorldGarant 11/2011	54045
IFM-Invest	54047
LRI Sicav, Munsbach	54031
Merrill Lynch International Investment Funds, Sicav, Senningerberg	54047
Merrill Lynch International Investment Funds, Sicav, Senningerberg	54048
MMAC International S.A., Luxembourg	54002
Planeton S.A., Luxembourg	54048
SEB Concept TeleTech	54046
SEB Fund Management S.A., Luxembourg	54013
SEB Invest Luxembourg S.A., Luxembourg	54021
Socom S.A., Foetz	54001

SOCOM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue du Commerce.
R. C. Luxembourg B 49.898.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
tenue extraordinairement en date du 31 mai 2005 à 10.00 heures*

Election statutaire

Est nommé administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2007 Monsieur Marcel Colbach, demeurant à L-7244 Bereldange, 36, rue de la Paix.

Le nombre des administrateurs passera à 6 membres.

Foetz, le 31 mai 2005.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Diekirch, le 6 juin 2005, réf. DSO-BF00081. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(049129.3/832/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2005.

54002

MMAC INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 68.738.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 7 juin 2005, réf. LSO-BF01956, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2005.

MMAC INTERNATIONAL S.A.

A. de Bernardi / M.-F. Ries-Bonani

Administrateur / Administrateur

(047785.3/545/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2005.

BANQUE RAIFFEISEN, Société coopérative.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 46, rue Charles Martel.
R. C. Luxembourg B 20.128.

L'an deux mille cinq, le premier septembre.

Par-devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Rambrouch (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société BANQUE RAIFFEISEN, une société coopérative régie par le droit luxembourgeois, avec siège social au 46, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

La société a été constituée par acte sous seing privé du 9 février 1926 et les statuts ont été modifiés par la suite et publiés au Mémorial C, Recueil Spécial numéro 53 du 3 octobre 1928.

Par décision de son assemblée générale extraordinaire du 8 septembre 1946, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial numéro 44 du 3 octobre 1946, elle a adopté le régime d'une association agricole basée sur l'arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles.

Par décision de son assemblée générale extraordinaire du 30 décembre 1982, publiée au Mémorial C, numéro 52 du 28 février 1983, elle a adopté le régime d'une société coopérative conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les statuts ont été modifiés par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 18 mai 1985, publiée au Mémorial C, numéro 192 du 3 juillet 1985.

Les statuts ont été modifiés par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 19 mars 1987, publiée au Mémorial C, numéro 167 du 4 juin 1987, respectivement numéro 186 du 29 juin 1987.

Les statuts ont été modifiés par décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 3 juin 1999, publiée au Mémorial C, numéro 767 du 15 octobre 1999.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue par devant ledit notaire Schroeder, en date du 14 juin 2001, publiée au Mémorial C, numéro 1219 du 22 décembre 2001.

L'assemblée est déclarée ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Paul Lauterbour, directeur honoraire de l'Administration des Contributions, demeurant à Alzingen,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Armand Weis, directeur, demeurant à Contern,

et comme scrutateurs Monsieur Jean Anen, employé privé, demeurant à Roullingen, et Monsieur Claude Greis, gé- rant, demeurant à Wecker,

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

(i) La convocation, contenant l'ordre du jour et les propositions de modifications de statuts, a été adressée par lettre à tous les associés en date du 12 août 2005.

(ii) Les associés présents ou représentés sont renseignés sur une liste de présence, laquelle liste de présence, après avoir été signée ne varietur par le bureau et le notaire instrumentant, demeurera ci-annexée pour être formalisée en même temps.

(iii) L'assemblée constate qu'elle est régulièrement constituée et qu'elle peut valablement délibérer conformément aux statuts (18 Caisses Raiffeisen et 24 autres donc au total 42 (quarante-deux) associés, chacun ayant un droit de vote unique, sont présents ou représentés).

(iv) L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1 Décision de principe quant à l'ouverture du fonds social à des investisseurs tiers.

2 Création de trois catégories de parts sociales dénommées «Parts Sociales de catégorie A», «Parts Sociales de catégorie B» et «Parts Sociales de catégorie C» avec désignation des parts sociales détenues par les caisses d'épargne et de crédit, organisées sous la forme de sociétés coopératives ou d'associations agricoles affiliées au sens de l'article 12(1) de la loi relative au secteur financier comme «Parts Sociales de Catégorie A», et des parts sociales détenues par les autres associés comme «Parts Sociales de Catégorie B», aucune part sociale n'étant à ce stade désignée «Part Sociale de Catégorie C».

3 Division de la valeur nominale des parts sociales existantes afin de porter la valeur nominale des parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25,-) à vingt-cinq centimes d'euros (EUR 0,25), et attribution des parts sociales nouvelles aux as-

sociés actuels dans la proportion de cent (100) parts sociales nouvelles d'une valeur de vingt-cinq centimes d'euros (EUR 0,25) pour une part sociale ancienne d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-).

4 Attribution d'un droit de vote par part sociale au lieu d'un droit de vote par associé.

5 Autorisation au conseil d'administration d'augmenter le fonds social de la société d'un montant de cinq cent soixante-cinq euros (EUR 565,-) pour le porter de son montant actuel de mille trois cent vingt-cinq euros (EUR 1.325,-) à mille huit cent quatre-vingt-dix euros (EUR 1.890,-).

6 Autorisation au conseil d'administration d'émettre mille neuf cent quatre-vingt (1.980) nouvelles Parts Sociales de Catégorie A d'une valeur nominale de vingt-cinq centimes d'euros (EUR 0,25) ayant les droits et privilèges définis par les statuts.

7 Autorisation au conseil d'administration d'émettre deux cent quatre-vingt (280) nouvelles Parts Sociales de Catégorie B d'une valeur nominale de vingt-cinq centimes d'euros (EUR 0,25) ayant les droits et privilèges définis par les statuts.

8 Refonte intégrale des statuts de la société conformément au projet soumis préalablement aux associés afin de rendre compte des décisions adoptées conformément aux points précédents, définir les droits et obligations attachés à chaque catégorie de parts sociales, déterminer le nombre et le mode de désignation des administrateurs et, de manière générale, rendre compte de la volonté d'ouverture du fonds social à des investisseurs tiers.

9 Détermination, conformément à l'article 9 des nouveaux statuts, du nombre minimal de parts sociales à souscrire par un nouvel investisseur de catégorie C.

10 Fixation du nombre maximal des administrateurs et confirmation du mandat des membres actuels du conseil d'administration.

11 Affectation du fonds de réserve actuel pour moitié au fonds de réserve A et pour moitié au fonds de réserve B. Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé d'approuver le principe d'une ouverture du fonds social à des investisseurs tiers.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

L'assemblée générale a décidé de créer trois catégories de parts sociales dénommées «Parts Sociales de catégorie A», «Parts Sociales de catégorie B» et «Parts Sociales de catégorie C» et de désigner les parts sociales détenues par les caisses d'épargne et de crédit, organisées sous la forme de sociétés coopératives ou d'associations agricoles affiliées au sens de l'article 12(1) de la loi relative au secteur financier, «Parts Sociales de Catégorie A», et les parts sociales détenues par les autres associés «Parts Sociales de Catégorie B», aucune part sociale n'étant à ce stade désignée comme «Part Sociale de Catégorie C».

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

L'assemblée générale a décidé de diviser la valeur nominale des parts sociales existantes afin de porter la valeur nominale des parts sociales de vingt-cinq euros (25,-) à vingt-cinq centimes d'euros (EUR 0,25) et d'attribuer les parts sociales nouvelles aux associés actuels dans la proportion de cent (100) parts sociales nouvelles d'une valeur de vingt-cinq centimes d'euros (EUR 0,25) pour une part sociale ancienne d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-).

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

L'assemblée générale a décidé d'attribuer un droit de vote par part sociale au lieu d'un droit de vote par associé.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution

L'assemblée générale a décidé d'autoriser le conseil d'administration à augmenter le fonds social de la société d'un montant de cinq cent soixante-cinq euros (EUR 565,-) pour le porter de son montant actuel de mille trois cent vingt-cinq euros (EUR 1.325,-) à mille huit cent quatre-vingt-dix euros (EUR 1.890,-).afin que le nombre de parts sociales de catégorie A soit égal au nombre de parts sociale de catégorie B.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Sixième résolution

L'assemblée générale a décidé d'autoriser le conseil d'administration à émettre mille neuf cent quatre-vingt (1.980) nouvelles Parts Sociales de Catégorie A d'une valeur nominale de vingt-cinq centimes d'euros (EUR 0,25) ayant les droits et privilèges définis par les statuts et à les offrir aux associés de catégorie A au prix de vingt-cinq centimes d'euros (EUR 0,25) par Part Sociale de Catégorie A.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Septième résolution

L'assemblée générale a décidé d'autoriser le conseil d'administration à émettre deux cent quatre-vingt (280) nouvelles Parts Sociales de Catégorie B d'une valeur nominale de vingt-cinq centimes d'euros (EUR 0,25) ayant les droits et privilèges définis par les statuts et à les offrir aux associés de catégorie B au prix de vingt-cinq centimes d'euros (EUR 0,25) par Part Sociale de Catégorie B.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Huitième résolution

L'assemblée générale a décidé de refondre intégralement les statuts de la société conformément au projet soumis préalablement aux associés afin de rendre compte des résolutions qui précèdent, définir les droits et obligations attachés à chaque catégorie de parts sociales, déterminer le nombre et le mode de désignation des administrateurs et, de manière générale, rendre compte de la volonté d'ouverture du fonds social à des investisseurs tiers.

En conséquence, l'assemblée générale a décidé d'adopter les nouveaux statuts de la Société, avec effet immédiat, qui auront désormais la teneur suivante:

I. Dénomination, Siège et Durée

Art. 1^{er}. La société est constituée en société coopérative et prend la dénomination BANQUE RAIFFEISEN.

Art. 2. Son siège social est établi à Luxembourg; il peut être transféré en tout endroit à l'intérieur du territoire du Grand-Duché par décision de son conseil d'administration.

La durée de la société est illimitée.

II. Objet social

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un institut financier compensateur et bancaire, sous forme d'une caisse d'épargne et de crédit au sens de la loi relative au secteur financier dont les principales opérations consistent à:

- faire pour elle-même ou pour compte de tiers, dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, toute opération financière, de banque ou autre;
- recevoir des fonds en dépôt, à vue ou à terme, en compte courant ou autrement et de conserver en dépôt des valeurs quelconques;
- consentir des prêts et des crédits;
- constituer des succursales et participer à toute entreprise financière, industrielle et commerciale;
- gérer et administrer pour compte de tiers des portefeuilles et des activités d'affaires;
- assister les caisses d'épargne et de crédit affiliées visées à l'article 8 alinéa 2 des présents statuts par la mise en oeuvre de services d'administration, de formation, de promotion et de contrôle de la gestion;
- effectuer toute opération connexe se rapportant directement ou indirectement à la réalisation des buts indiqués ci-dessous.

Art. 4. La société a pour but de satisfaire les besoins financiers de ses associés et de ses clients en leur rendant le meilleur service au moindre coût possible selon les principes établis par F.W. RAIFFEISEN. La société a plus précisément pour but:

- de promouvoir les intérêts des exploitations agricoles et viticoles, de leurs coopératives et organismes professionnels, ainsi que des associés relevant d'autres secteurs économiques;
- de prendre toute mesure utile et nécessaire au bon fonctionnement et au développement de l'organisation coopérative d'épargne et de crédit;
- d'étudier toute question relative à l'organisation et au fonctionnement, à l'orientation et au perfectionnement de l'organisation coopérative d'épargne et de crédit;
- de provoquer la constitution, constituer elle-même et organiser tous services ou organismes de nature à faciliter le fonctionnement de l'organisation coopérative d'épargne et de crédit;
- de créer et d'entretenir des rapports utiles et réguliers entre ses associés.

Au regard des caisses d'épargne et de crédit affiliées visées à l'article 8 alinéa 2 des présents statuts, la société a en particulier pour but:

- de représenter collectivement et individuellement les caisses d'épargne et de crédit affiliées pour faire valoir leurs droits et intérêts communs ou particuliers;
- d'organiser et d'exercer un contrôle administratif, technique et financier sur l'organisation et la gestion des caisses d'épargne et de crédit affiliées;
- de promouvoir le bon fonctionnement des caisses d'épargne et de crédit affiliées;
- d'unifier ou d'harmoniser les règles qui doivent régir ces caisses d'épargne et de crédit affiliées en fixant, par voie de règlements intérieurs ou d'instructions, les principes et règles de fonctionnement auxquels les caisses d'épargne et de crédit affiliées devront se conformer;
- d'assurer la formation et le perfectionnement technique des gérants et employés des caisses d'épargne et de crédit affiliées et de promouvoir plus particulièrement la mise à disposition de cadres dirigeants;
- de prendre, en cas de nécessité, toute mesure de nature à sauvegarder les intérêts des déposants et associés d'une caisse d'épargne et de crédit affiliée ainsi que ceux de l'ensemble des caisses d'épargne et de crédit affiliées à la société;
- d'intervenir en justice ou ailleurs, en cas de nécessité, dans toute instance ou affaire où une caisse d'épargne et de crédit affiliée est en cause, ou lorsque la société estime que les intérêts généraux de l'organisation Raiffeisen sont en jeu.

III. Parts sociales, Fonds propres et responsabilité

Art. 5. Le fonds social de la société, d'un minimum de mille trois cent vingt-cinq euros (EUR 1.325) est représenté par des parts sociales nominatives, incessibles d'une valeur nominale de vingt-cinq centimes d'euros (EUR 0,25) chacune.

Les primes d'émission payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées au fonds de réserve correspondant à la catégorie des parts sociales souscrites.

Les parts sociales sont réparties en trois catégories, dénommées «parts sociales de catégorie A», «parts sociales de catégorie B» et «parts sociales de catégorie C» et sont détenues comme indiqué à l'article 8 des présents statuts.

Le nombre de parts sociales de catégorie C ne peut en aucun cas excéder le tiers du total des parts sociales.

Le conseil d'administration est autorisé, à augmenter ou réduire le fonds social, notamment afin de permettre l'entrée et la sortie des associés. A cette fin, le conseil d'administration peut annuler ou émettre les parts sociales de toute catégorie selon les conditions qu'il détermine et en accord avec les présents statuts.

La qualité d'associé, ainsi que le nombre et la catégorie des parts sociales dont chacun se trouve à tout moment titulaire, sont constatés par le registre de la société tenu conformément aux dispositions de la loi et contenant les mentions et écritures qui y sont prévues. La liste des associés et les autres pièces et mentions requises seront déposées au registre de commerce et des sociétés conformément aux articles 132 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales.

Les droits de chaque associé sont représentés par un titre nominatif qui mentionne les statuts et la dénomination de la société, le nombre de parts sociales que l'associé détient, les nom, prénoms, qualité et demeure de l'associé, la date de son admission et de sa démission, le tout signé par le titulaire et par le président du conseil d'administration et par un administrateur de la société. Le titre mentionne, par ordre de date, les versements et les retraits de sommes par le titulaire.

Art. 6. Les fonds propres de la société sont la propriété indivisible de la société; sous réserve des dispositions de l'article 14 des présents statuts, les associés n'y ont individuellement aucun droit et ne peuvent, en aucun cas, en demander la répartition.

Art. 7. Sans préjudice des dispositions de l'article 12 de la loi relative au secteur financier, les associés sont tenus des engagements de la société divisément et seulement jusqu'à un montant égal à dix (10) fois la valeur nominale des parts sociales qu'ils détiennent.

IV. Qualité et Admission des associés

Art. 8. Les associés agréés conformément aux dispositions des statuts sont répartis en trois catégories selon les principes fixés par le présent article.

Les caisses d'épargne et de crédit, organisées sous la forme de sociétés coopératives ou d'associations agricoles affiliées au sens de l'article 12(1) de la loi relative au secteur financier, désignées dans les présents statuts comme les «caisses d'épargne et de crédit affiliées» sont titulaires des parts sociales de catégorie A.

Les autres associés présents au 1^{er} septembre 2005 sont titulaires des parts sociales de catégorie B. Les personnes morales exerçant une activité dans le cadre de l'économie agricole ou viticole, dont la candidature est soutenue par au moins vingt associés et desquelles on peut normalement admettre qu'elles contribueront au développement de la société, pourront devenir titulaires des parts sociales de catégorie B. Il ne sera plus émis de parts sociales de catégorie B à des personnes physiques.

Toutes autres personnes morales ou physiques sont titulaires des parts sociales de catégorie C.

Art. 9. L'assemblée générale pourra déterminer, par catégorie de parts sociales, un nombre minimal de parts à souscrire en dessous duquel une candidature ne peut être présentée.

Toute personne physique ou morale désirant devenir associé devra présenter une demande d'admission au président du conseil d'administration de la société.

Le conseil d'administration en décide dans le délai d'un mois de la réception de la demande.

Si le conseil approuve la candidature, il détermine la catégorie de parts sociales devant être attribuée au nouvel associé et, le cas échéant, le montant de la prime d'émission à payer en sus de la valeur nominale des nouvelles parts sociales.

Les décisions concernant l'admission sont prises par le conseil d'administration à la majorité des administrateurs en fonction.

L'admission ne devient définitive que lors de la libération de la valeur nominale et, le cas échéant, de la prime d'émission, de chacune des nouvelles parts sociales émises.

V. Perte de la qualité d'associé

Art. 10. La qualité d'associé se perd d'office et avec effet immédiat par l'un des motifs mentionnés ci-après:

- démission ou exclusion;
- dissolution, concordat, faillite ou liquidation collective;
- décès de l'associé.

Art. 11. Chaque associé a le droit de se retirer de la société; toutefois, il ne pourra donner sa démission que par lettre recommandée adressée au président du conseil d'administration et ce dans les six premiers mois de l'année sociale. La démission prend effet immédiatement et doit être constatée sur le titre de l'associé et sur le registre de la société.

Cette mention est datée et signée par l'associé et par le président ou par un administrateur de la société.

Art. 12. En cas de dissolution, de concordat préventif, de liquidation collective ou de faillite d'un associé, sa sortie est réputée avoir lieu dès que la dissolution est devenue effective ou que le concordat préventif, la faillite ou la liquidation collective est prononcé par le tribunal.

Art. 13. Peuvent être exclus de la société les associés qui ne respecteraient pas les obligations contractées du fait de leur qualité d'associé.

Toute exclusion est prononcée par le conseil d'administration. Le conseil d'administration en informe l'associé concerné par lettre recommandée. Celui-ci pourra, dans un délai de huit jours, exercer un recours devant l'assemblée générale, par lettre recommandée adressée au président du conseil d'administration. Ce délai court depuis le deuxième jour ouvrable après la date de l'expédition telle qu'elle résulte du timbre postal. L'assemblée générale statuant sur ce recours délibère conformément aux dispositions de l'article 37 des statuts.

Ce recours ne sera pas suspensif.

Art. 13 bis. Pour ce qui est des caisses d'épargne et de crédit affiliées, la qualité d'affilié se perd:

- si l'associé ne se soumet pas au contrôle administratif, technique et financier de la société consigné dans un règlement d'ordre intérieur;
- s'il ne se conforme pas aux instructions de la société;
- s'il ne respecte pas ses dispositions statutaires ou celle de la société;
- s'il ne soumet pas ses statuts à la société pour agrégation ou si l'agrégation de ses statuts est refusée ou retirée.

La perte de la qualité d'affilié est prononcée par le conseil d'administration de la société sur proposition ou consultation du comité de direction de la société et après information donnée à l'autorité de surveillance du secteur financier 30 jours avant une telle prise de décision.

La décision du conseil d'administration prononçant la perte de la qualité d'associé et comportant cessation de la solidarité prévue à l'article 12(2) de la loi relative au secteur financier sera publiée dans deux quotidiens paraissant au Grand-Duché et prendra effet le lendemain de cette publication.

La perte de la qualité d'affilié entraîne d'office la perte de sa qualité d'associé.

Art. 14. Ni l'associé démissionnaire ou exclu pour quelque cause que ce soit, ni les héritiers d'un associé décédé, ni les représentants d'un associé dissous, en concordat, en liquidation collective ou failli ne peuvent provoquer la liquidation de la société.

Les associés sortants, pour quelque raison que ce soit y compris en raison de la fusion-absorption d'associés de catégorie A ou de catégorie B qui sera assimilée, pour les besoins de la présente disposition, à une dissolution de l'associé ou des associés absorbés et entraînera le remboursement des parts sociales de cet ou ces associés, ont droit au remboursement de la valeur nominale de leurs parts sociales.

S'il résulte de la situation du bilan de l'exercice au cours duquel la démission a été donnée, l'exclusion a été prononcée ou le décès, la dissolution, le concordat, la faillite ou la liquidation collective sont intervenus, que la valeur des parts est inférieure à leur montant nominal, les droits de l'associé sortant seront diminués d'autant.

Sous réserve de l'accord préalable de l'autorité de surveillance du secteur financier, les titulaires de parts sociales de catégorie C ont de plus droit au paiement d'une somme correspondant à leur quote-part du fonds de réserve de catégorie C.

Si un tel paiement compromet ou risque de compromettre, de l'avis du conseil d'administration, l'existence ou le statut de la société au regard de la réglementation bancaire, le conseil d'administration pourra subordonner, pour une durée maximale de 12 mois, ce droit au paiement d'une somme correspondant à leur quote-part du fonds de réserve de catégorie C à la présentation, par le titulaire des parts sociales de catégorie C désirant se retirer, d'un ou de plusieurs candidats, susceptibles d'être agréés par la société, désirant souscrire des parts sociales pour un prix total au moins égal au montant devant être payé à l'associé sortant.

De plus, le conseil d'administration pourra décider de convertir toutes sommes dues à un titulaire de parts sociales de catégorie C au titre de son retrait de la société en un emprunt subordonné d'une durée maximum de sept années et donnant droit à une rémunération conforme aux conditions du marché des emprunts d'État.

L'associé démissionnaire ou exclu reste personnellement tenu, dans les limites où il s'est engagé et pendant cinq ans à partir de la publication de sa démission ou de son exclusion, sauf le cas de prescription plus courte établie par la loi, de tous les engagements contractés avant la fin de l'année dans laquelle son retrait a été publié.

Les parts sociales de l'associé sortant seront annulées.

En cas de sortie, pour quelque raison que ce soit, d'un titulaire de parts sociales de catégorie A ou d'un titulaire de parts sociales de catégorie B, il sera proposé aux titulaires de parts de même catégorie de participer à une émission de nouvelles parts sociales au maximum à hauteur de la participation de l'associé sortant, que les associés de ladite catégorie pourront souscrire à leur valeur nominale, sans prime d'émission, et en proportion de leur participation respective dans la catégorie de parts sociales émises.

VI. Droits et Devoirs des associés

Art. 15. Chaque associé a le droit:

- de participer aux avantages que procure la société;
- de prendre part aux assemblées générales ainsi qu'à toute discussion, délibération et élection de ces assemblées générales;
- de prendre connaissance du bilan et du compte de profits et pertes avant l'approbation par l'assemblée générale;
- de se faire présenter le registre des procès-verbaux de l'assemblée générale;
- de demander la convocation d'une assemblée générale ou l'inscription de toute question à l'ordre du jour conformément aux dispositions des articles 35 et 37 des présents statuts.

Art. 16. Chaque associé a le devoir:

- de contribuer à la réalisation des buts et objets de la société tels qu'ils ont été définis aux articles 3 et 4 des présents statuts;
- de favoriser les intérêts de la société;
- de libérer intégralement ses parts sociales et toute prime d'émission correspondante;
- de répondre des obligations de la société dans les limites posées par les présents statuts;
- d'observer les dispositions légales et statutaires;
- de respecter les décisions de l'assemblée générale;
- de traiter, dans la mesure du possible, la majeure partie de ses opérations financières par l'intermédiaire de la société.

Les caisses d'épargne et de crédit affiliées devront en outre:

- observer les règlements intérieurs, instructions, injonctions et décisions pris par les organes compétents de la société;
- se soumettre aux mesures de contrôle prises par la société en conformité avec la loi relative au secteur financier, les statuts et les décisions de l'assemblée générale;
- soumettre à la société aux fins d'agrément leurs statuts et leurs modifications ultérieures. Ces statuts doivent contenir les dispositions nécessaires pour permettre à la société d'exercer conformément à l'article 12(3) de la loi relative au secteur financier, un contrôle administratif, technique et financier sur l'organisation et la gestion de la caisse d'épargne et de crédit affiliée. Ils doivent prévoir en outre conformément à l'article 12(3) de la même loi que le comité de direction de la société est habilité à donner des instructions à la direction de la caisse d'épargne et de crédit affiliée.

Les engagements de la société et de ses caisses d'épargne et de crédit affiliées sont solidaires conformément à l'article 12 (2) de la loi relative au secteur financier.

VII. Structure de la société

Art. 17. Les organes de la société sont les suivants:

- le conseil d'administration;
- le comité de direction;
- l'assemblée générale.

1. Le Conseil d'Administration et le Comité de direction

Le conseil d'administration

Art. 18. Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale ou cooptés en vertu de l'article 24 des présents statuts pour un mandat d'une durée de quatre ans au maximum. Le conseil d'administration dans son ensemble est renouvelé tous les quatre ans.

Après l'expiration de leur mandat, les administrateurs sont toujours rééligibles. Les administrateurs peuvent se démettre de leur fonction à tout moment.

Art. 19. Les administrateurs doivent posséder l'honorabilité professionnelle nécessaire pour l'exercice de leur fonction.

En cas de perte de l'honorabilité professionnelle, de violation des prescriptions légales ou statutaires ou des décisions de l'assemblée générale, ou en cas d'actes portant préjudice aux intérêts de la société, un administrateur peut être révoqué par une assemblée générale extraordinaire qui procédera, le cas échéant, à de nouvelles élections.

Art. 20. Ne pourront être nommés administrateur les personnes ayant atteint l'âge de 68 ans.

Les administrateurs qui atteignent l'âge de 68 ans au cours de leur mandat ont le droit de terminer leur mandat.

Art. 21. Le conseil d'administration tient un registre des procès-verbaux. Les procès-verbaux sont signés par les membres présents.

Les copies ou extraits des délibérations à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le président ou par deux membres du conseil d'administration.

Art. 22. Il pourra être accordé aux administrateurs une indemnité pour soins et débours. Cette indemnité, qui entre dans les frais généraux de la société, sera fixée par le conseil d'administration.

Art. 23. L'administration et la représentation judiciaire et extrajudiciaire de la société sont assurées par le conseil d'administration.

Le nombre des administrateurs est fixé par l'assemblée générale, il ne peut être inférieur à sept.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement dans le respect de la pondération prévue à l'article 24 des présents statuts pour la composition du conseil d'administration. Dans ce cas, la prochaine assemblée générale procède à la nomination définitive. La non-ratification par l'assemblée générale ne vicie pas les résolutions prises dans l'intervalle. L'administrateur ainsi désigné achèvera le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 24. Le conseil d'administration est composé comme suit:

- cinq membres au maximum sont élus sur la liste des candidats proposés par les titulaires de parts sociales de catégorie A, chacun des titulaires de parts sociales de catégorie A étant en droit de proposer un candidat. Les candidats proposés par les caisses d'épargne et de crédit affiliées devront être membres du conseil d'administration de ces caisses d'épargne et de crédit affiliées;

- cinq membres au maximum sont élus sur la liste des candidats proposés par les titulaires de parts sociales de catégorie B, chacun des titulaires de parts sociales de catégorie B étant en droit de proposer un candidat. Le nombre de membres à élire sur la liste des candidats proposés par les titulaires de parts sociales de catégorie B doit être égal au nombre de membres à élire sur la liste des candidats proposés par les titulaires de parts sociales de catégorie A;

- cinq membres au maximum peuvent être élus sur proposition des titulaires de parts sociales de catégorie C. Si l'ensemble des sièges à pourvoir sur proposition des titulaires de parts sociales de catégorie C n'a pas été pourvu par l'assemblée générale, le conseil d'administration peut coopter dans la limite du nombre de sièges déterminé par l'assemblée générale pour une période expirant au plus tard lors du renouvellement du conseil d'administration dans son ensemble, un ou plusieurs administrateurs sur proposition des titulaires de parts sociales de catégorie C. Le nombre total de membres à élire ou à coopter sur proposition des titulaires de parts sociales de catégorie C est déterminé en fonction de la proportion des parts sociales de la catégorie C dans le fonds social et ne peut en aucun cas excéder le nombre de membres à élire sur la liste des candidats proposés par les titulaires de parts sociales de catégorie A.

Le conseil d'administration coopte comme administrateur le président du comité de direction et peut coopter au maximum deux autres membres du comité de direction. Le mandat de ces administrateurs est lié à et se termine avec leurs fonctions de membre du comité de direction.

Le conseil d'administration ainsi composé coopte enfin un membre supplémentaire pour lequel la limite d'âge de l'article 20 des présents statuts ne sera pas d'application.

Pour chacune des catégories A, B et C, l'élection des membres se fait par les seuls associés titulaires de parts sociales de cette catégorie. Sont déclarés élus à l'issue du scrutin, dans la limite des sièges à pourvoir, les candidats ayant dûment présenté leur candidature et ayant obtenu sur chaque liste le plus de voix. Lorsqu'il est nécessaire de départager les candidats ayant obtenu le même nombre de voix, le candidat le plus âgé est réputé élu.

Les cooptations se font à la majorité des administrateurs en fonctions et sont ratifiées lors de la première assemblée générale qui suit la décision de cooptation.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres pour chaque période de quatre ans un président. Les administrateurs élus pour chacune des catégories de parts sociales désignent parmi eux un vice-président.

Nul ne peut être simultanément administrateur et occuper une fonction rémunérée pour compte d'un associé, sauf pour les associés n'ayant pas le statut d'association ou de coopérative.

Art. 25. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent et au moins tous les six mois, sur convocation du président agissant de sa propre initiative ou à la requête du quart des administrateurs. Toute convocation pour une réunion contient les lieu, date, heure et ordre du jour.

Pour délibérer valablement, le conseil d'administration doit réunir la majorité de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents. Nul ne peut voter par procuration au sein du conseil d'administration ni se faire représenter. En cas d'égalité de voix celle du président, ou en cas d'absence du président, celle du vice-président le plus âgé, est prépondérante.

Un administrateur ne peut ni délibérer, ni voter, ni être présent lors d'une délibération ou d'un vote sur une question qui le concerne personnellement ou qui concerne des personnes parentes ou alliées jusqu'au troisième degré inclus.

Art. 26. Le conseil d'administration gère les affaires de la société en observant les dispositions légales et statutaires ainsi que les décisions de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration a notamment les attributions et fonctions suivantes:

- prendre et déterminer les conditions d'application de toute mesure propre à favoriser le développement et le perfectionnement de la société et de ses services et entrant d'une façon générale dans le cadre des buts décrits aux articles 3 et 4 des présents statuts;

- veiller au bon fonctionnement des caisses d'épargne et de crédit affiliées suivant les modalités prévues à l'article 4 des présents statuts;

- convoquer les assemblées générales;

- préparer les délibérations et exécuter les décisions des assemblées générales;

- décider sur la demande d'admission ou sur l'exclusion d'un associé;

- présenter à l'assemblée générale ordinaire le rapport d'activité de l'exercice écoulé;

- décider sur toute question que les dispositions légales et statutaires n'ont pas expressément réservées à l'assemblée générale.

Les pouvoirs du conseil d'administration comprennent dans le cadre de ce qui précède, tant les actes d'administration que les actes de disposition.

Les administrateurs sont responsables envers la société, conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion.

Le comité de direction

Art. 27. La gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion sont déléguées par le conseil d'administration au comité de direction qui, sous l'autorité du conseil d'administration et dans le cadre de son mandat, dirige les affaires de la société.

Le conseil d'administration nomme, sous réserve de leur agrément par l'autorité de surveillance du secteur financier, les président, vice-président et membres du comité de direction.

Art. 28. Le comité de direction pourra nommer des directeurs, directeurs-adjoints, sous-directeurs, fondés de pouvoirs, gérants et autres agents, fixer leurs attributions et appointements et leur donner tous autres pouvoirs ou mandats spéciaux.

Art. 29. En exécution des décisions prises conformément aux statuts, la société est valablement engagée par les signatures conjointes soit du président du conseil d'administration et d'un membre du comité de direction, soit de deux membres du conseil d'administration et d'un membre du comité de direction, soit de deux membres du comité de direction.

Le conseil d'administration ainsi que le comité de direction procéderont à toutes délégations de signature qui seront nécessaires pour la gestion journalière de la société.

Art. 30. En conformité avec la législation en vigueur, le contrôle des documents comptables annuels est confié à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises désignés par le conseil d'administration et possédant l'honorabilité professionnelle nécessaire et l'expérience adéquate pour l'exercice de leur fonction. Les réviseurs d'entreprises peuvent être désignés pour une durée déterminée ou pour une durée indéterminée; dans ce dernier cas leur mandat est renouvelable par tacite reconduction d'année en année.

Les réviseurs d'entreprises feront un rapport au conseil d'administration contenant leurs propositions au sujet de l'adoption ou du rejet du bilan.

2. L'Assemblée générale

Art. 31. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés. Les décisions régulièrement prises engagent tous les associés.

Art. 32. Tout associé a le droit d'être présent à l'assemblée générale et d'y exercer les droits qui lui sont dévolus par la loi et les statuts.

Les personnes morales devront se faire représenter par une personne dûment habilitée à cette fin par l'organe compétent de ladite personne morale. Une copie dûment certifiée de la délibération de l'organe compétent de l'associé ainsi représenté devra être délivrée au conseil d'administration de la société sur sa demande.

Chaque associé peut se faire représenter par un autre associé en vertu d'un mandat écrit sans qu'un même associé puisse représenter plus d'un seul co-associé.

La procuration est mentionnée dans le registre des procès-verbaux et classée aux archives de la société.

Chaque part sociale donne droit à une voix sans que l'associé ne puisse, lors de l'expression d'un vote, répartir distinctement ses voix suivant les choix de vote proposés, le nombre de voix détenus par chaque associé devant s'exprimer globalement.

Art. 33. L'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire est convoquée par le conseil d'administration.

Art. 34. Une assemblée générale ordinaire doit se tenir chaque année avant le 30 juin qui suit la clôture de l'exercice social.

Art. 35. Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées, si l'intérêt de la société l'exige. En outre, une assemblée générale extraordinaire devra être convoquée sur requête écrite et motivée d'un cinquième au moins des associés. Cette requête est à adresser au président du conseil d'administration trente jours avant le jour de l'assemblée générale.

Art. 36. Les convocations pour toute assemblée générale contiennent les lieu, date, heure et ordre du jour et sont faites quinze jours avant l'assemblée générale, par des lettres missives adressées aux associés ou par des annonces insérées dans au moins deux organes de presse luxembourgeois respectivement quotidiens ou hebdomadaires.

Art. 37. L'ordre du jour est fixé par celui qui convoque l'assemblée générale. Toute proposition transmise au président du conseil d'administration au moins dix jours francs avant l'assemblée et dont l'inscription est demandée par un cinquième au moins des associés, doit être portée à l'ordre du jour, sans qu'il soit besoin de faire sur cette proposition des convocations nouvelles.

L'assemblée générale ne délibère valablement que sur les objets figurant à l'ordre du jour et en décide définitivement à la majorité des voix valablement émises, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, sauf le cas prévu à l'article 42 des présents statuts et sauf les cas prévus à l'alinéa suivant. En cas d'égalité des voix, la proposition ou requête est rejetée.

La réformation d'une décision du conseil d'administration portant exclusion d'un associé doit recueillir les deux tiers des voix dans chacune des catégories des associés présents ou représentés.

Les votes ont lieu à main levée ou au scrutin secret par bulletins.

Ils devront avoir lieu au scrutin secret:

- si un cinquième des associés présents ou représentés le demande;
- si le nombre des candidats à élire aux fonctions d'administrateurs est supérieur à celui des sièges à pourvoir;
- si le président de l'assemblée générale le juge nécessaire.

L'assemblée générale est présidée par celui qui l'a convoquée. Le procès-verbal de toute assemblée générale sera dressé par un notaire.

Art. 38. Si des élections doivent avoir lieu au cours d'une assemblée générale, l'appel des candidatures se fait sur la convocation de l'assemblée générale indiquant le nombre maximum de sièges à pourvoir pour chacune des catégories ainsi que, le cas échéant, les noms des administrateurs sortants.

Les candidatures à l'élection d'administrateur doivent être déposées par déclaration écrite et contre accusé de réception au siège de la société huit jours francs au moins avant la date de l'assemblée générale; elles doivent en outre être accompagnées d'une copie dûment certifiée de la délibération de l'organe compétent de l'associé proposant le candidat, si cet associé est une personne morale.

Les candidatures doivent mentionner l'état civil, la date de naissance, la profession et le domicile du candidat; ce dernier devra remplir les conditions d'honorabilité professionnelle prévues par la loi relative au secteur financier.

Nul ne peut être candidat sur plusieurs listes.

Art. 39. Le conseil d'administration répond aux questions des associés ayant trait aux affaires de la société.

Il refuse de répondre si:

- la question est contraire à l'intérêt de la société et/ou est de nature de nuire à la situation de la société;
- la question a trait à la situation financière d'un associé déterminé;
- la question traite de la rémunération individuelle du personnel;
- le secret professionnel et bancaire ou d'autres obligations légales ou statutaires interdisent de répondre.

Art. 40. Le conseil d'administration a le droit de proroger séance tenante l'assemblée générale à quatre semaines. Il doit le faire sur la demande d'un cinquième des associés présents ou représentés. Cette prorogation, qui s'applique également à l'assemblée générale appelée à statuer selon l'article 42 des présents statuts, annule toutes décisions prises dans l'assemblée prorogée. La seconde assemblée a le droit de statuer définitivement, pourvu que dans le cas visé à

l'article 42 des présents statuts les conditions de présence y exigées soient remplies et, à défaut, sans préjudice de la convocation d'une nouvelle assemblée dans les formes, délais et conditions qui y sont prévus.

Art. 41. L'assemblée générale ordinaire est compétente pour:

- recevoir annuellement le rapport d'activité du conseil d'administration;
- approuver le bilan annuel et le compte de profits et pertes ainsi que statuer sur l'affectation des résultats conformément à l'article 45 des présents statuts;
- donner décharge au conseil d'administration;
- élire les administrateurs;
- se prononcer au sujet du refus d'admission ou de l'exclusion d'un associé en vertu des articles 9 et 13 des présents statuts;
- statuer sur toute autre question mise à l'ordre du jour conformément aux présents statuts.

Art. 42. Une assemblée générale extraordinaire qui a à délibérer sur les modifications des statuts n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement qu'autant qu'elle est composée de deux tiers des associés dans chacune des catégories d'associés et que l'ordre du jour contient le texte de la modification proposée. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée dans les formes statutaires à quinze jours d'intervalle au moins. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des associés présents.

Dans les assemblées générales visées au présent article, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers des voix des associés présents ou représentés dans chacune des catégories d'associés.

VIII. Secret professionnel

Art. 43. Les administrateurs ainsi que les membres du comité de direction et tous les autres employés ou salariés de la société sont tenus de garder le secret sur toutes les affaires portées à leur connaissance en raison de leur charge ou de leur emploi.

Cette obligation subsiste lorsque la charge ou l'emploi a pris fin.

IX. Année sociale

Art. 44. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

X. Répartition de l'excédent des recettes

Art. 45. L'assemblée générale des associés décide de l'affectation des résultats annuels nets, déduction faite de tous frais généraux, charges, impôts, taxes, amortissements et provisions. Elle peut décider de distribuer aux actionnaires un dividende dans le respect des dispositions ci-après, le solde des pertes ou profits étant affecté aux fonds de réserve.

Toute affectation de pertes ou de profits aux fonds de réserve doit être répartie entre les trois fonds de réserve A, B et C en proportion de la participation de chaque catégorie de parts sociales dans le fonds social.

Pour les besoins de toute distribution de dividendes, ceux-ci doivent être séparés en trois parties en proportion de la participation de chaque catégorie de parts sociales dans le fonds social, formant ainsi «le dividende de catégorie A», «le dividende de catégorie B» et «le dividende de catégorie C».

Sur le dividende de catégorie A, il peut être alloué aux parts sociales de catégorie A un montant en espèces qui n'excède pas le taux d'intérêts maximum prévu pour les dépôts d'épargne à terme de dix ans offert par la société, augmenté de deux pour cent, appliqué à la valeur nominale des parts sociales de catégorie A. Le solde du dividende de catégorie A est distribué aux titulaires de parts sociales de catégorie A sous forme de parts sociales de catégorie A nouvellement émises par la société à cette fin. En cas de rompus, le solde ne pouvant être distribué sous forme de nouvelles parts sociales de catégorie A est affecté à un fonds de réserve spéciale de catégorie A dont le montant devra être utilisé pour l'émission de nouvelles parts sociales de catégorie A dès que ce fonds de réserve spéciale de catégorie A aura atteint un montant le permettant.

Sur le dividende de catégorie B, il peut être alloué aux parts sociales de catégorie B un montant en espèces qui n'excède pas le taux d'intérêts maximum prévu pour les dépôts d'épargne à terme de dix ans offert par la société, augmenté de deux pour cent, appliqué à la valeur nominale des parts sociales de catégorie B. Le solde du dividende de catégorie B est distribué aux titulaires de parts sociales de catégorie B sous forme de parts sociales de catégorie B nouvellement émises par la société à cette fin. En cas de rompus, le solde ne pouvant être distribué sous forme de nouvelles parts sociales de catégorie B est affecté à un fonds de réserve spéciale de catégorie B dont le montant devra être utilisé pour l'émission de nouvelles parts sociales de catégorie B dès que ce fonds de réserve spéciale de catégorie B aura atteint un montant le permettant.

Sur le dividende de catégorie C, il peut être proposé aux titulaires de parts sociales de catégorie C soit de percevoir un montant en espèces, soit de recevoir l'équivalent du montant du dividende proposé sous forme de parts sociales de catégorie C nouvellement émises par la société à cette fin. Dans le cas d'une telle proposition, chaque titulaire de parts sociales de catégorie C peut déterminer individuellement s'il souhaite recevoir tout ou partie de son dividende soit en espèces, soit en parts sociales. En cas de rompus, le solde ne pouvant être distribué sous forme de nouvelles parts sociales de catégorie C est affecté à un fonds de réserve spéciale de catégorie C dont le montant devra être utilisé pour l'émission de nouvelles parts sociales de catégorie C dès que ce fonds de réserve spéciale de catégorie C aura atteint un montant le permettant.

Les parts nouvellement émises conformément au présent article seront émises à une valeur égale (i) aux fonds propres comprenant le fonds social et les réserves, en ce compris le résultat définitif du dernier exercice clos, dans l'attente de son affectation, diminué de la distribution de dividendes et tantièmes à prévoir, divisé par (ii) le nombre total de parts sociales alors en circulation et indépendamment de leur catégorie. Le fonds social de la société sera augmenté de la valeur nominale des parts ainsi émises par capitalisation des dividendes et le montant correspondant à la différence entre

la valeur d'émission et la valeur nominale des parts nouvellement émises sera affecté au fonds de réserve correspondant à la catégorie des parts sociales émises.

XI. Dissolution et Liquidation

Art. 46. La dissolution de la société est décidée par l'assemblée générale statuant conformément à l'article 42 des présents statuts. Toutefois, sauf le cas de fusion par absorption dans une autre société ou de scission, elle ne peut être décidée aussi longtemps que sept associés s'y opposent.

En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation est faite par les administrateurs en exercice ou par un ou plusieurs liquidateurs élus par l'assemblée générale.

En cas de liquidation de la société, l'actif net, après apurement de toutes les charges, non encore affecté à un fonds de réserve, sera alloué aux trois fonds de réserve A, B et C en proportion du nombre de parts sociales dans chaque catégorie.

La distribution des fonds de réserve A, B et C aux titulaires des parts sociales de catégorie A, B et C respectivement se fera entre les associés d'une même catégorie au prorata de leur participation dans ladite catégorie de parts sociales.

XII. Révision et contrôle des caisses d'épargne et de crédit affiliées

Art. 47. La société veille au bon fonctionnement de chaque caisse d'épargne et de crédit affiliée dans l'intérêt tant des associés et des déposants d'un tel associé affilié que de l'ensemble des caisses d'épargne et de crédit affiliées.

A ce titre, toutes les caisses d'épargne et de crédit affiliées sont tenues de se soumettre aux mesures de révision et de contrôle à exercer par la société, en application des dispositions de l'article 12(3) de la loi relative au secteur financier.

Art. 48. Le comité de direction de la société s'enquerra au moyen du service de révision de la manière dont les observations faites au rapport de révision ont été prises en considération. Le cas échéant, il préconisera des mesures de redressement et en surveillera l'exécution.

Si le conseil d'administration et le collège des commissaires d'une caisse d'épargne et de crédit affiliée ne tiennent pas compte des observations qui leur ont été adressées ou refusent de se conformer aux mesures préconisées par la société, la société pourra convoquer une assemblée générale extraordinaire de la caisse d'épargne et de crédit affiliée en question qui sera appelée à prendre les mesures qu'elle estimera nécessaires.

Une caisse d'épargne et de crédit affiliée qui persisterait, malgré l'injonction de la société, dans les erreurs graves constatées lors d'une révision, pourra être exclue de la société.

Art. 49. Les révisions et contrôles sont opérés par des réviseurs, employés de la société.

Les réviseurs sont nommés par le conseil d'administration sur proposition du comité de direction.

Art. 50. Les caisses d'épargne et de crédit affiliées soumettront à la société leurs bilans, situations mensuelles ou autres documents ou déclarations périodiques dont la liste est arrêtée par le comité de direction de la société. Les opérations ayant trait à des activités autres que l'épargne et le crédit sont à comptabiliser séparément et à individualiser dans les comptes de résultat.

Art. 51. Les membres du comité de direction ou toute personne déléguée à cette fin par le comité de direction, ainsi que les employés réviseurs de la société sont habilités à assister à toute réunion des caisses d'épargne et de crédit affiliées ou de leurs organes, à y prendre la parole et à les faire délibérer sur toute question qui leur paraîtra nécessaire; ils peuvent prendre connaissance de tous actes, pièces et documents des caisses d'épargne et de crédit affiliées.

XIII. Engagement du personnel des caisses d'épargne et de crédit affiliées

Art. 52. Devra également être soumise à l'approbation de la société la nomination du gérant et des employés des caisses d'épargne et de crédit affiliées. Si l'approbation est retirée, la caisse d'épargne et de crédit affiliée devra mettre fin aux fonctions des gérants ou employés dont s'agit.

XIV. Placements et rémunérations des capitaux excédentaires des caisses d'épargne et de crédit affiliées

Art. 53. Toutes les liquidités, à l'exception de l'encaisse et des avoirs en compte chèque postal requis pour les opérations journalières, d'une caisse d'épargne et de crédit affiliée sont obligatoirement déposées auprès de la société.

Tout autre placement est prohibé.

La société garantit, dans la mesure du possible, aux caisses d'épargne et de crédit affiliées une rémunération adéquate de leurs liquidités.

XV. Commissions consultatives

Art. 54. En vue de favoriser les rapports utiles et réguliers des gérants et employés des caisses d'épargne et de crédit affiliées avec les organes de la société, et entre eux-mêmes, le comité de direction, en accord avec le conseil d'administration, pourra constituer des commissions consultatives dans les domaines jugés utiles et nécessaires.

Art. 55. Chaque commission consultative a, dans son domaine, pour mission:

- d'étudier toute question relative à l'organisation et au fonctionnement des différents services à offrir à la clientèle;
- de présenter toute suggestion utile à cet égard;
- de donner son avis sur toute modification des statuts-types des caisses d'épargne et de crédit affiliées ainsi que des règlements intérieurs ou instructions de la société.

Art. 56. Chaque commission consultative se réunit aussi souvent que les circonstances l'exigent.

Elle est convoquée par le comité de direction de la société soit à sa demande, soit sur proposition de la majorité de ses membres.

Les convocations individuelles sont adressées huit jours à l'avance par le comité de direction de la société qui préside également les réunions de chaque commission consultative.

Art. 57. Les commissions consultatives ne font pas partie des organes de la société; elles n'ont au sein de la société aucun pouvoir de décision, mais seulement une mission d'étude et de conseil à l'égard du conseil d'administration et du comité de direction de la société et des caisses d'épargne et de crédit affiliées.

XVI. Dispositions spéciales

Art. 58. Il est expressément déclaré qu'au cas où une clause statutaire est en contradiction avec des dispositions légales d'ordre public, soit actuellement soit à l'avenir, la clause statutaire est soumise à la disposition légale.

Le conseil d'administration est habilité à appliquer la disposition légale en question tout en étant tenu d'engager dans les meilleurs délais les procédures d'une modification des statuts en conséquence.

Art. 59. Dès l'adoption des présents statuts par l'assemblée générale, les dispositions statutaires antérieures de la société sont abrogées dans leur totalité.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Neuvième résolution

L'assemblée générale a décidé, conformément à l'article 9 des nouveaux statuts, de fixer à sept cent cinquante (750) le nombre minimal de parts sociales à souscrire en-dessous duquel une candidature ne peut être présentée.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Dixième résolution

L'assemblée générale a décidé de fixer le nombre maximal des administrateurs pouvant être nommé au conseil d'administration à dix-neuf (19) et a autorisé le conseil d'administration à coopter de nouveaux administrateurs dans cette limite conformément aux statuts de la société. L'assemblée générale a, de plus, décidé de confirmer le mandat des membres actuels du conseil d'administration.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Onzième résolution

L'assemblée générale a décidé d'affecter le fonds de réserve actuel pour moitié au fonds de réserve A et pour moitié au fonds de réserve B.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés à deux mille euro (EUR 2.000,-).

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Lauterbour, A. Weis, J. Anen, C. Greis, L. Grethen.

Enregistré à Redange, le 9 septembre 2005, vol. 406, fol. 63, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Kirsch.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 13 octobre 2005.

L. Grethen.

(091594.3/240/653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2005.

DEKA-WorldGarant 11/2011, Fonds Commun de Placement.

RECTIFICATIF

Die DEKA INTERNATIONAL S.A., R. C. Luxembourg B 28.599, hat als Verwaltungsgesellschaft den Organismus für gemeinsame Anlagen Deka-WorldGarant 11/2011, der den Bestimmungen von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der Depotbank des Fonds DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., am 5. Oktober 2005 geändert.

Das Sonderreglement wurde am 6. Oktober 2005 unter der Referenznummer LSO-BJ00956 beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Luxemburg, den 5. Oktober 2005.

DEKA INTERNATIONAL S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Die Depotbank

Unterschriften

(091391.2//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.

SEB FUND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R. C. Luxembourg B 43.999.

Management Regulations (General Section) for:

These Management Regulations apply to all the mutual investment funds governed by part I of the Luxembourg law of December 20, 2002 (hereafter the «Law»), for which SEB FUND MANAGEMENT S.A. acts as management company.

Namely:

- SEB Fund 1
- SEB Fund 2
- SEB Fund 3
- SEB Fund 4
- SEB Fund 5

The General Section of the Management Regulations determines general principles for the different funds. Specific characteristics are set out in the Special Section, whereupon supplementing regulations can be made for the individual provisions of the Management Regulations.

The General Section of the Management Regulations and the respective Special Section as connected components, together make up the valid terms of contract for the corresponding fund.

Art. 1. The Funds

1. The respective fund is a legally dependent entity set up as a mutual investment fund («fonds commun de placement»), consisting of securities and/or other eligible assets (respective fund's assets), and managed on the basis of the principle of riskspreading on joint account of the investors («unitholders»). Unitholders have an interest in the respective fund's assets in proportion to the number of units they hold. The assets constituting the respective fund's assets are in principle held by the Custodian Bank.

2. The legal rights and obligations of the holders of units (the unitholders), of the Management Company and of the Custodian Bank, are stated in the Management Regulations (General and Special Sections) of the respective fund, both of which are drawn up by the Management Company with the approval of the Custodian Bank.

Upon the purchase of a unit, each unitholder acknowledges the Management Regulations of the respective fund as well as any amendments in those documents.

Art. 2. The Management Company

1. The Management Company is SEB FUND MANAGEMENT S.A.

2. The Management Company administers the respective fund under its own name, however, exclusively in the interests and for the joint account of the unitholders. The authority of administration applies to the exercise of all rights which are directly or indirectly in connection with the assets of the respective fund.

3. The Management Company lays down the investment policy of the respective fund, taking the legal and contractual investment restrictions into consideration. The board of directors of the Management Company can entrust one or several of its members, as well as other natural or legal people with the execution of the daily investment policy.

4. Under its own responsibility/risk and supervision as well as its own costs, the Management Company can consult investment advisors and investment managers and if need would be, it can take advice from an investment policy committee. If applicable, this will be mentioned in the Sales Prospectuses.

5. Unless otherwise provided in the Special Section of the Management Regulations, the Management Company acts also as the fund's Central Administration.

Art. 3. The Custodian Bank

1. The Custodian Bank for each fund will be determined in the Special Section of the Management Regulations.

2. The Custodian Bank is entrusted with the custody of the assets of the respective fund. The rights and obligations of the Custodian Bank are governed by the Law, these Management Regulations and the respective agreement with the Custodian Bank. Its particular duty is to hold in safe-keeping the assets of the respective fund. The Custodian Bank acts in the interest of the unitholders.

3. All the securities and other assets of the respective fund are held in custody in blocked accounts and deposits which can only be drawn upon in agreement with the provisions of the respective fund's Management Regulations. The Custodian Bank can entrust a third-party custodian, in particular other banks and securities clearing and deposit banks, with the safekeeping of securities and other assets, at its own risk and with the prior approval of the Management Company.

4. To the extent permitted by law, the Custodian Bank is authorized or obliged, in its own name,

- a) to assert claims of unitholders against the Management Company or a previous Custodian Bank;
- b) to resist enforcement actions brought by third parties and to take appropriate measures in the event of enforcement of claims against the respective fund's assets for which the latter is not liable.

5. The Custodian Bank is bound to the instructions of the Management Company, in as far as such instructions do not contradict the law, the Management Regulations or the Sales Prospectuses of the respective fund.

6. Both, the Custodian Bank and the Management Company may terminate the respective custodian agreement at any time all in accordance with the provisions of the respective agreement. Such termination will be effective, when the Management Company, with the authorization of the responsible supervisory authority, appoints another bank as custodian and that bank assumes the responsibilities and functions as Custodian Bank; until then the previous Custodian Bank will continue to fulfil its responsibilities and functions as Custodian Bank to the fullest extent in order to protect the interests of the unitholders.

Art. 4. General guidelines for investment policy

Unless otherwise provided for in the Special Section, respectively in the Sales Prospectuses, the following general guidelines for investment policy are valid for all the mutual investment funds managed by SEB FUND MANAGEMENT S.A. and governed by part I of the Luxembourg law of December 20, 2002.

A. Eligible Assets

Each fund may only invest in:

Transferable securities and money market instruments, as defined in the Law, which are:

a) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market defined in item 13 of Article 1 of Directive 93/22/EEC («Regulated Market»);

b) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in a Member State of the European Union which operates regularly and is recognised and open to the public;

c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or dealt in on another regulated market in a non-Member State of the European Union which operates regularly and is recognised and open to the public;

d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that:

- the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or on another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public;

- such admission is secured within one year of issue;

Transferable securities and money market instruments mentioned under c) and d) are listed on a stock exchange or dealt on a regulated market in North America, South America, Australia (incl. Oceania), Africa, Asia and/or Europe.

e) money market instruments other than those dealt in on a regulated market, which are liquid and whose value can be determined with precision at any time, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority, a central bank of a Member State of the European Union, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non Member-State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or

- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in sub-paragraphs a), b) or c) or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the Luxembourg supervisory authority to be at least as stringent as those laid down by Community law, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the Luxembourg supervisory authority provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indents and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euro (EUR 10,000,000) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the Fourth Directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

The fund may also invest in transferable securities and money market instruments other than those referred to in sub-paragraphs a) to e) above provided that the total of such investment shall not exceed 10% of the net assets of any fund.

Units of undertakings for collective investment

f) units of UCITS and/or other UCIs within the meaning of the first and second indents of article 1(2) of the Directive 85/611/EEC, as amended, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that:

- such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Luxembourg authority to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection guaranteed to holders in such other UCIs is equivalent to those provided for holders in a UCITS, and, in particular, that the rules on asset segregation, borrowing, lending and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of the Directive 85/611 /EEC, as amended;

- the business of the other UCI is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than 10% of the assets of the UCITS or the other UCIs, whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs;

Deposits with credit institutions

g) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve (12) months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European Union, or if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the Luxembourg supervisory authority as equivalent to those laid down in Community law;

Financial derivative instruments

h) financial derivative instruments including equivalent cash-settled instruments which are dealt in on a regulated market mentioned above in sub-paragraphs a), b) and c), and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter («OTC derivatives»), provided that:

- the underlying assets consist of instruments described in sub-paragraphs a) to g) above, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the funds may invest in, in accordance with their investment policies;

- the counterparties to OTC derivatives are institutions subject to prudential supervision and belonging to categories approved by the Luxembourg supervisory authority; and

- the OTC derivatives are subject to a reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be disposed of, turned into cash or evened up through an offsetting transaction at any time at their fair value at the respective fund's initiative.

With a view to hedge investment positions, or making part of the strategy or for efficient portfolio management, the fund may, in the context of the overall investment policy and within the limits of the investment restrictions, conduct certain operations involving the use of all financial derivative instruments, authorised by the Luxembourg Law or by circulars issued by the Luxembourg supervisory authority, including, but not limited to, (i) put and call options on securities, indexes and currencies, including OTC options; (ii) futures on stock market indexes and interest rates and options on them; (iii) structured products, for which the security is linked to or derives its value from another security; (iv) warrants; and (v) swaps among others especially credit default swaps («cds»).

Credit default swaps may be used, among other things, to hedge credit risks arising from bonds acquired by the Fund. In this case, the interest rates collected by the Fund from a bond with a comparatively high creditworthiness risk may be swapped for interest rates from a bond having a lower credit risk, for example. At the same time, the contractual partner may be obliged to buy the bond at an agreed price or pay a cash settlement when a previously defined event, such as the insolvency of the issuer, occurs. The Management Company shall also be authorised to use such transactions the objectives of which are other than hedging. The maximum limit in terms of inherent commitments to Credit Default Swaps is laid down in the prospectus. The contracting partner must be a top-rated financial institution which specialises in such transactions. The Credit default swaps must be sufficiently liquid. Both the bonds underlying the credit default swap and the respective issuer must be taken into account with regard to the investment limits set out in Article 4 of the management regulations. Credit default swaps shall be valued on a regular basis using clear and transparent methods. The Management Company and the Auditor shall monitor the clarity and transparency of the valuation methods and their application. If, within the framework of monitoring activities, differences are detected, the Management Company shall arrange to remedy the situation.

B. Investment restrictions applicable to Eligible Assets

The following limits are applicable to the Eligible Assets mentioned under A above:

Transferable securities and money market instruments as defined in the Law

1) A Fund may invest no more than 10% of its net assets in transferable securities or money market instruments issued by the same issuer.

2) Moreover, where a fund holds investments in transferable securities and money market instruments of any issuing body which by issuer exceed 5% of its net assets, the total of all such investments must not account for more than 40% of the total net assets of such fund. This limitation does not apply to deposits and OTC derivative transactions made with financial institutions subject to prudential supervision.

3) The limit of 10% laid down in point (1) is raised to a maximum of 35% if the transferable securities or money market instruments are issued or guaranteed by a Member State of the European Union, by its local authorities, by a non-Member State or by public international bodies to which one or more Member States are members and such securities are not be included in the calculation of the limit of 40% stated above in sub-paragraph (2).

4) Notwithstanding the above limits, each fund may invest, in accordance with the principle of risk-spreading, up to 100% of its assets in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the ELI, its local authorities, by any other member state of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) or by a public international body of which one or more Member State(s) are member(s) provided that (i) such securities are part of at least six different issues and (ii) the securities from any one issue do not account for more than 30% of the net assets of the respective fund.

5) The limit of 10% laid down in point (1) is raised to a maximum of 25% for certain debt securities if they are issued by a credit institution whose registered office is situated in a Member State of the European Union and which is subject by law to special public supervision designed to protect the holders of debt securities. In particular, sums deriving from the issue of such debt securities must be invested, in conformity with the law, in assets which, during the whole period of validity of the debt securities, are capable of covering claims attaching to the debt securities and which, in the event of bankruptcy of the issuer, would be used on a priority basis for the reimbursement of the principal and payment of the accrued interests. When a fund invests more than 5% of its net assets in such debt securities as referred to in the first indent and issued by one body, the total value of such investments may not exceed 80% of its net assets. The transferable securities and money market instruments referred to in this point are not included in the calculation of the Limit of 40% stated above in sub-paragraph (2).

6) Without prejudice to the limit laid down in sub-paragraph (10) the limits of 10% laid down in point (1) above is raised to maximum 20% for investment in shares and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of a fund is to replicate the composition of a certain stock or debt securities index which is recognised by the Luxembourg Supervisory Authority, on the following basis:

- the index' composition is sufficiently diversified;
- the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers;
- the index is published in an appropriate manner

This limit is 35% where that proves to be justified by exceptional market conditions, in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

Securities mentioned in sub-paragraph (6) need not be included in the calculation of the 40% limit mentioned in sub-paragraph (2).

Units of undertakings for collective investment

7) Any fund may acquire units of UCITS and/or other UCIs, provided that no more than 20% of its net assets are invested in a single UCITS or other UCI.

For the purposes of applying this investment limit, each UCITS or UCI with multiple sub-funds shall be considered as a separate entity, provided that the principle of segregation of commitments of the different sub-funds is ensured in relation to third parties.

Investments in other UCIs may not exceed, in aggregate, 30% of any fund's net assets.

When a given fund has acquired units of UCITS and/or other UCIs, the assets of the respective UCITS or other UCIs do not have to be combined for the purposes of the limits laid down in section B.

When the fund invests in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the same Management Company or by any other company with which the Management Company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding, that management company may not charge subscription or redemption fees on account of the fund's investment in the units of such other UCITS and/or UCIs.

Deposits with credit institutions

8) Any fund may not invest more than 20% of its net assets in deposits made with the same body.

Financial derivative instruments

9) The risk exposure to a counterparty of a fund in an OTC derivative transaction may not exceed 10% of the assets of any fund when the counterparty is a credit institution referred to in section A., sub-paragraph g), or 5% of its assets in the other cases.

In addition, any fund shall ensure that its global exposure relating to derivative instruments does not exceed the total net asset value of its portfolio.

The risk exposure is calculated taking into account the current value of the underlying assets, the counterparty risk, future market movements and the time available to liquidate the positions.

The global exposure of the underlying assets shall not exceed in aggregate the investment limits laid down under sub-paragraphs (1), (2), (3), (5), (8), (9), (10), (11) and (12). The underlying assets of index based derivative instruments are not combined to the investment limits laid down under the sub-paragraphs mentioned here before.

When a transferable security or money market instrument embeds a derivative, the latter must be taken into account when complying with the requirements of the above mentioned restrictions.

Maximum exposure to a single body

10) Any fund may not combine:

i) investments in transferable securities or money market instruments issued by a single body and subject to the 10% limit by body mentioned in sub-paragraph (1), and/or

ii) deposits made with the single body and subject to the 20% limit mentioned in sub-paragraph (8), and/or

iii) exposures arising from OTC derivative transactions undertaken with the single body and subject to the 10% respectively 5% limits by body mentioned in sub-paragraph (9)

in excess of 20% of its net assets.

Any fund may not combine:

i) investments in transferable securities or money market instruments issued by the same body and subject to the 35% limit by body mentioned under sub-paragraph (3) above, and/or

ii) investments in certain debt securities issued by the same body and subject to the 25% limit by body mentioned in sub-paragraph (5), and/or

iii) deposits made with the same body and subject to the 20% limit mentioned in sub-paragraph (8), and/or

iv) exposures arising from OTC derivative transactions undertaken with the same body and subject to the 10% respectively 5% limits by body mentioned in sub-paragraph (9)

in excess of 35% of its net assets.

Eligible assets issued by the same group

11) Companies which are included in the same group for the purposes of consolidated accounts, as defined in accordance with the Directive 83/349/EEC or in accordance with recognised international accounting rules are regarded as a single body for the purpose of calculating the limits described under the points (1), (2), (3), (5), (8), (9) and (10) above.

12) Any fund may invest in aggregate up to 20% of its net assets in transferable securities and/or money market instruments within the same group.

Acquisition limits by issuer of eligible assets

13) The Management Company acting on any fund's behalf, may not acquire:

i) any shares carrying voting rights, which would enable it to exercise significant influence over the management of the issuing body.

ii) for any fund as a whole, more than 10% of the non-voting rights of the same issuer;

iii) for any fund as a whole, more than 10% of the debt securities of the same issuer;

iv) for any fund as a whole, more than 10% of the money market instruments of any single issuer;

v) for any fund as a whole, more than 25% of the units of the same UCITS or other UCIs (all sub-funds thereof combined).

The limits laid down in the second, third, fourth and fifth indents above may be disregarded at the time of acquisition if at that time the gross amount of debt securities or of money market instruments, or of UCITS/UCIs or the net amount of the securities in issue, cannot be calculated.

The ceilings as set forth above are waived in respect of:

- a) transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union or its local authorities;
- b) transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a non-Member State of the European Union;
- c) transferable securities and money market instruments issued by public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members;
- d) shares held in the capital of a company incorporated in a non-Member State of the European Union provided that (i) such company invests its assets mainly in securities by issuers of that State, (ii) pursuant to the law of that State, such holding represents the only possible way to purchase securities of issuers of that State and (iii) such company observes in its investment policy the restrictions referred to on this prospectus.

If the limits referred to under section B are exceeded for reasons beyond the control of the Management Company or as a result of the exercise of subscription rights, it must adopt as a priority objective for its sales transactions the remedying of that situation, taking due account of the interests of its unitholders.

While ensuring observance of the principle of risk-spreading, any fund may derogate from the limits laid down in section B for a period of six months following the date of its authorisation.

C) Liquid assets

Any fund may hold ancillary liquid assets.

D) Unauthorized investments

The Management Company acting on any fund's behalf may not:

- i) make investments in, or enter into transactions involving precious metals or certificates representing them, commodities, commodities contracts or certificates representing commodities;
- ii) carry out uncovered sales of transferable securities, money market instruments or other financial instruments referred to under section A., letters e), f) and h); provided that this restriction shall not prevent any fund from making deposits or carrying out other accounts in connection with financial derivative instruments, permitted within the limits referred to above;
- iii) grant loans or act as a guarantor on behalf of third parties, provided that for the purpose of this restriction (i) the acquisition of transferable securities, money market instruments or other financial instruments which are not fully paid and (ii) the permitted lending of portfolio securities shall be deemed not to constitute the making of a loan;
- iv) borrow for the account of any fund amounts in excess of 10% of the total net assets of this fund, any borrowing to be effected only as a temporary measure for extraordinary purposes including the redemption of units. However, it may acquire for any fund foreign currency by means of a back-to-back loan.

E) Techniques and instruments

Securities lending and repurchase agreements

- a) Within the limits of a standardised securities lending system, up to 50% of the transferable securities contained in any fund can be lent for a period of maximum 30 days. The condition is that this securities lending system is organised by a recognised securities clearing institution or by a highly rated financial institution which specialises in that type of transactions.

The securities lending may comprise more than 50% of the security holdings or last for a period longer than 30 days, in as far as any fund has the right to terminate the securities lending contract at any time and to demand the return of the lent securities.

In relation to its lending transactions, any fund must in principle receive a guarantee, the value of which, at the conclusion of the lending agreement, must be at least equal to the value of the global valuation of the securities lent. The guarantee can consist of cash or of securities which are issued or guaranteed by Member States of the OECD, their local authorities or international organizations and blocked in favour of the respective fund until termination of the lending agreement.

A guarantee is not necessary, as long as the securities lending takes place within the limits of CLEARSTREAM AG, EUROCLEAR or another recognised clearinghouse, which provides security in favour of the lender of the lent securities by means of a guarantee or by other means.

- b) From time to time any fund may purchase or sell transferable securities in the form of repurchase agreements. For this, the counterpart of such transaction must be a highly rated financial institution specialized in this type of transaction.

During the lifetime of a repurchase agreement, any fund may not sell the securities which are the object of the agreement. The importance of purchased securities subject to a repurchase obligation has to be maintained at a level such that it is able, at all times, to meet its obligations to redeem its own units.

The Management Company may from time to time, upon approval with the Custodian Bank, impose further investment restrictions in order to meet the requirements in such countries, where the units are distributed respectively will be distributed.

Art. 5. Units of the respective fund

Units of a respective fund may be

- i) issued in registered form and recorded in a nominal account or
- ii) issued in the form of global certificates.

The Management Company may provide for the issuance of fractional units. Fractional units may be issued up to three decimal places.

Provisions applicable to the respective fund will be laid down in the Special Section of the Management Regulations. All units of a respective fund have the same basic rights.

Different unit classes may be issued for a respective fund, which can differ due to the use of the income / allocation of results (capitalisation or distribution), the fee structure or due to other criteria to be determined by the Management Company. The issuing of unit classes, if applicable, is mentioned in the Special Section of the Management Regulations and the Sales Prospectuses. From the date of issue, all units are entitled, in the same way, to income, capital gains and to liquidation proceeds.

Art. 6. Issue of units

1. The issue of the units is carried out at the issue price which is stipulated in the Special Section of the Management Regulations and at the conditions as determined therein.

2. The Management Company can reject an application for subscription at any time at its discretion, or temporarily limit, suspend or completely discontinue the issue of units, in as far as this is deemed to be necessary in the interests of the unitholders as an entirety, to protect the Management Company, to protect the respective fund, in the interests of the investment policy or in the case of endangering specific investment objectives of the respective fund.

3. The Custodian Bank shall immediately pay back incoming payments for applications for subscriptions which are not carried out.

4. At its discretion, the Management Company may, upon application from a Unitholder; issue units in return for contribution in kind of securities, provided that such securities comply with the investment objectives and investment policy of the Fund. The Auditor of the Fund shall generate a valuation report, which shall be available for inspection to all investors at the registered office of the Management Company. The costs of such contribution in kind shall be borne by the investor in question.

Art. 7. Redemption of units

1. The unitholders of the respective fund are entitled to request redemption of their units at any time at the redemption price and to the conditions laid down in the Special Section of the Management Regulations. This redemption can only be made on a Valuation Day. The payment of the redemption price is made within the delays laid down in the Special Section of the Management Regulations against restitution of the units, if issued.

2. The Management Company is, with the prior approval of the Custodian Bank, entitled to effect extensive redemptions, which can not be met by the liquid assets and allowable borrowing of the respective fund, only after corresponding assets of the respective fund have been sold without delay.

3. The Custodian Bank is obliged to pay, only in as far as no legal provisions, e.g. exchange control regulations or other circumstances which can not be influenced by the Custodian Bank, forbid the transfer of the redemption price to the applicant's country.

4. The Management Company can repurchase units unilaterally for the respective fund against payment of the redemption price, as long as this appears to be necessary in the interests of the entirety of the unitholders or for the protection of the Management Company or the respective fund.

Art. 8. Conversion of units

If conversion of units in a fund is applicable, the respective provisions are laid down in the Special Section of the Management Regulations.

Art. 9. Net asset value calculation

1. The value of a unit (unit value) is denominated in the currency stipulated in the Special Section of the Management Regulations of the respective fund (fund currency). It is calculated by the Management Company or a third party, appointed by the Management Company, supervised by the Custodian Bank, on each Valuation Day, as defined in the Special Section of the Management Regulations.

The net asset value calculation per unit is made by dividing the net assets of a particular fund by the number of units of the particular fund in circulation on a Valuation Day.

2. The respective fund's net asset value is calculated according to the following principles:

a) Transferable securities and money market instruments, which are officially listed on the stock exchange, are valued at the last available price;

b) Transferable securities and money market instruments, which are not officially listed on a stock exchange, but which are traded on another regulated market are valued at a price no lower than the bid price and no higher than the ask price at the time of the valuation and at which the Management Company considers to be an appropriate market price;

c) Transferable securities and money market instruments quoted or traded on several markets are valued on the basis of the last available price of the principal market for the transferable securities or money market instruments in question, unless these prices are not representative.

d) In the event that such prices are not in line with market condition, or for securities and money market instruments other than those covered in a), b) and c) above for which there are no fixed prices, these securities and money market instruments, as well as other assets, will be valued at the current market value as determined in good faith by the Management Company, following generally accepted valuation principles verifiable by auditors.

e) Liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest.

f) Time deposits may be valued at their yield value if a contract exists between the Management Company and the Custodian Bank stipulating that these time deposits can be withdrawn at any time and their yield value is equal to the realized value.

g) All assets denominated in a different currency to the respective fund's currency are converted into this respective fund's currency at the last available average exchange rate.

h) Financial instruments which are not traded on the futures exchanges but on a regulated market are valued at their settlement value, as stipulated by the Management Company in accordance with generally accepted principles, taking

into consideration the principles of proper accounting, the customary practices in line with the market, and the interests of the unitholders, provided that the above-mentioned principles correspond with generally accepted valuation regulations which can be verified by the independent auditors.

i) Swaps are valued on a marked-to-market basis.

j) Units or shares of UCI(TS) are valued at the last available net asset value.

k) In case of extraordinary circumstances, which make the valuation in accordance with the above-mentioned criteria impossible or improper, the Management Company is authorised to temporarily follow other valuation regulations in good faith and which are according to the verifiable valuation regulations laid down by the independent auditors in order to achieve a proper valuation of the respective fund's assets.

3. In as far as several unit classes have been established according to article 5 of the General Section of the Management Regulations, the following particularities arise for the unit valuation:

a) The net asset value calculation is made separately for each unit class according to the criteria mentioned under point 2 of this article.

b) The inflow of funds due to the issue of units, increases the percentage portion of the respective unit class on the total value of the respective fund's net assets. The outflow of funds due to the redemption of units reduces the percentage portion of the respective unit class on the total value of the respective fund's net assets.

c) In the case of distribution, the net asset value of the units entitled for distribution of the appropriate unit class is reduced by the amount of the distribution. Therefore, at the same time, the percentage portion of this unit class is reduced in the total value of the respective fund's net assets, while the percentage portion of unit classes not entitled for distribution increases the total respective fund's net assets.

4. Equalisation of income may be carried out for the respective fund.

5. For extensive redemption requests, which can not be met by the liquid assets and allowable borrowing of the respective fund, the Management Company can determine the Net Asset Value (NAV) on the basis of the Valuation Day, on which it intends to sell the necessary transferable securities for the respective fund; this is also valid for any subscription requests submitted at the same time.

Art. 10. Suspension of the calculation of the NAV

The Management Company is entitled to suspend the calculation of the respective fund's NAV, if and for as long as there are circumstances which make this suspension necessary and if the suspension is justifiable, taking into account the interests of the unitholders, in particular:

1. during the time in which a stock exchange or another market, where a considerable part of the respective fund's assets is officially quoted or traded, is closed (except at the usual weekends or on bank holidays) or the trading on this stock exchange or corresponding market ceases or is limited;

2. where a major part of the securities and instruments in the fund are not listed or otherwise not subject to orderly pricing entailing that the NAV cannot be satisfactorily determined in a manner that safeguards the equal right of unit holders;

3. in periods, where the political, economic, military, monetary or social circumstances or any case of force majeure, beyond the responsibility or power of the Management Company make it impossible to dispose of the respective fund's assets by reasonable and normal means, without causing serious prejudice to its unitholders;

4. during the time in which the exchange market(s) forming the basis of the valuation of a major part of the fund's assets is (are) closed for legal holidays;

5. in an emergency, when the Management Company may not dispose of the respective fund's investments or it is impossible for it to freely transfer the transaction value resulting from purchases and sales of investment, or to carry out the calculation of the NAV in an orderly manner.

In case of a suspension for reasons as stated above for a period of more than six days, unitholders will be informed accordingly.

Investors who have applied for redemption of units will be informed promptly of the suspension and will then be notified immediately once the calculation of the NAV per unit is resumed. After resumption, investors will receive the redemption price that is then current.

Art. 11. Audit of the annual accounts

The respective fund's annual accounts shall be audited by an independent authorized auditor, who shall be appointed by the Management Company.

Art. 12. Dividend payments

1. The respective fund's distribution policy is laid down in the Special Section of the Management Regulations.

2. The Management Company will decide from time to time if and to what extent dividends should be paid to unitholders of a particular fund, respectively of a respective class of such a fund.

3. The ordinary net income as well as realised capital gains may be distributed. Further, unrealized or retained capital gains from previous years as well as other assets may be distributed, as long as the respective fund's net assets do not drop, due to the distribution, under the minimum required by Law.

4. Distributions may be paid entirely or partly in the form of bonus units. Any remaining fractions of units may be paid out in cash or credited. Dividends not claimed within five years from their due date will elapse and revert to the relevant fund, or the respective class.

5. In the case of the formation of unit classes in accordance with article 5 of the General Section of the Management Regulations, only the units of the unit class set up for this purpose are entitled to distribution.

Art. 13. Mergers

1. Any fund may be merged with another fund, following a decision to this effect by the Management Company.

2. Such a merger can only be carried out if the investment policy of the absorbing fund does not breach the investment policy of the fund to be absorbed.

3. Implementation of the merger shall be accomplished by way of liquidation of the fund to be absorbed and a simultaneous takeover of all assets by the absorbing fund. In contrast to the fund liquidation however, the investors in the fund being brought in, receive units of the receiving fund, the number of which is based on the ratio of the NAVs per unit of the funds involved at the time of the absorption, with a provision for settlement of fractions, if necessary. The merger may also take place by a transfer of the assets and liabilities of the fund to be absorbed to the absorbing fund. The assets and liabilities to be transferred will be valued according to the valuation principles laid down in Article 9 Net Asset Value Calculation. Units of the absorbing fund will be issued at the issue price of the absorbing fund up to an amount corresponding to the valuation of the assets and liabilities of the fund to be absorbed.

4. The resolution of the Management Company to merge funds shall be published in a newspaper specified by the Management Company in those countries in which the units of the fund to be absorbed are distributed to the public. In case only registered units are issued in the absorbed fund, the unitholders are informed in writing.

The unitholders of the fund to be absorbed shall be entitled for a period of 30 days to demand free of charge the redemption of all or part of their units at the relevant unit value.

5. A resolution to merge a fund with a foreign fund requires approval of the meeting of unitholders of the respective fund to be absorbed. A resolution to merge a fund with a foreign fund shall be subject to an attendance quorum of 50% of the units in circulation and shall be adopted on the basis of a two thirds majority of the units present or represented, whereby only those unitholders shall be bound by the resolution who have voted for the merger. In the case of unitholders who did not attend the meeting and all unitholders who did not vote in favour of the merger, it shall be assumed that they have offered their units for redemption.

6. In case of a merger with another collective investment undertaking, the subscription price may be paid by contribution in kind of all assets and liabilities of the absorbed fund, valued pursuant to the rules described in the paragraph «Net Asset Value» below. Units of the respective classes will be issued at their respective NAV against the contribution in kind valued this way. All expenses related to this contribution in kind will be charged to the contributor.

7. The execution of the merger shall be examined by an independent authorized auditor.

Art. 14. Duration and liquidation of the respective fund

1. The term of a respective fund is specified in the Special Section of the Management Regulations.

2. However, notwithstanding the preceding, a fund can be dissolved at any time by the Management Company, unless otherwise provided for in the Special Section of the Management Regulations. The Management Company may decide to dissolve a fund, if such dissolution appears necessary or expedient in consideration of the interests of the unitholders, for protection of the interests of the Management Company, or in the interest of the investment policy.

3. Dissolution of a fund is mandatory in the cases provided for by Law.

4. The Management Company shall publish any such dissolution of a fund in the Mémorial C and in at least two daily newspapers of sufficient circulation, at least one of which must be a Luxembourg newspaper, as required by law and in accordance with the respective regulations of the country in which the respective fund is sold.

5. The issue of units shall cease when the respective fund is dissolved. Units can be redeemed until just before the liquidation date, thereby ensuring that any liquidation costs, are taken into account and must be borne by all investors holding units of the fund at the time the decision to liquidate became effective.

6. On the order of the Management Company or the liquidators appointed by the Management Company or by the Custodian Bank in agreement with the supervisory authority, the Custodian Bank will divide the proceeds of the liquidation less the costs of liquidation and fees among the unitholders of the respective fund according to their entitlement. The net proceeds of liquidation not collected by unitholders will be deposited by the Custodian Bank with the Caisse de Consignations in Luxembourg for the account of unitholders entitled to them, where such amounts will be forfeited if not claimed by the statutory deadline.

7. Neither the unitholders themselves, nor their heirs respectively their legal successors or creditors can file for either the liquidation or the splitting of the respective fund.

Art. 15. General costs

1. A fee shall be due to the Management Company for its management of the respective fund.

2. A fee shall be due to the Custodian Bank for safekeeping and holding the respective fund's assets under custody. The custodian fee includes the custodian charges normally incurred. Furthermore, the Custodian Bank shall receive a payment for processing each transaction conducted on behalf of the Management Company.

3. Apart from these fees and charges, the following expenses may be borne by the respective fund:

- costs arising in connection with the purchase and sale of assets and the use of securities lending programs;
- costs for the preparation and mailing of Sales Prospectuses, Management Regulations as well as annual, semi-annual and possibly interim reports;
- costs of publishing the Sales Prospectuses, Management Regulations, annual, semi-annual and, possibly, interim reports as well as subscription and redemption prices, and of the official announcements made to the unitholders;
- auditing charges and legal expenses incurred on behalf of the respective fund;
- costs and taxes which may be incurred in connection with administration and custody;
- all taxes and duties owed on the fund's assets and income;
- costs for preparing the issue of certificates, if any;
- Paying Agent fees and costs which may be incurred in connection with distributions as well as costs incurred with regard to the cashing of coupons;
- costs of possible stock exchange listings and/or the registration of the unit certificates, if any, for public distribution;
- costs of assessing the standing of the respective fund by nationally and internationally recognized rating agencies;

- a reasonable proportion of advertising costs and other costs incurred directly in connection with the offer and the distribution of units.

The specific fees and expenses to be borne by a particular fund are laid down in the Special Section of the Management Regulations or in the Sales Prospectuses, e.g. performance fee.

Art. 16. Expiration and submission deadline

1. Unitholders' claims against the Management Company or the Custodian Bank can not be enforced after the expiry of five years after the claim has arisen. The regulations as in article 13, point 4 in the General Section of the Management Regulations are not affected by this.

2. The statute of limitations for coupons is five years from the time of publication of the respective statement of distribution. Amounts to be distributed which are not claimed within this period of time, expire in favour of the respective fund.

Art. 17. Amendments

The Management Company may, at any time, amend the General Section and the Special Section of the Management Regulations, completely or partly, with the approval of the Custodian Bank.

Art. 18. Publications

1. The Management Regulations (General and Special Sections), as well as amendments of these, shall be deposited with the Trade Register of the district court in Luxembourg and publications shall be made by placing a notice in the «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» («Mémorial C»), the Official Gazette of the Grand Duchy of Luxembourg, stating that these documents have been deposited with the Trade Register, in accordance with the provisions laid down in the law of August 10, 1915 on commercial companies.

3. Issue and redemption prices may be asked for at the offices of the Management Company, the Custodian Bank and every Paying Agent.

4. The Management Company shall prepare a full as well as a simplified Prospectus, an audited annual report as well as a semi-annual report for the respective fund, in accordance with the legal provisions of the Grand Duchy of Luxembourg.

4. The respective fund's documents as stated under point 3 of this article are available for the unitholders at the registered office of the Management Company, the Custodian Bank and every Paying Agent.

Art. 19. Applicable law, place of jurisdiction and contract language

1. The Management Regulations (General and Special Sections) are subject to Luxembourg law. In particular, the provisions of the law of December 20, 2002 on undertakings for collective investment apply, as a supplement to the Management Regulations (General and Special Sections). The same is valid for the legal relationships between the unitholders, the Management Company and the Custodian Bank.

2. Each lawsuit between the unitholders, the Management Company and the Custodian Bank is subject to the jurisdiction of the relevant court in the juridical district Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg. The Management Company and the Custodian Bank are entitled to submit themselves and the respective fund to the jurisdiction and the law of that country, in which units of the respective fund are distributed publicly, in as far as it concerns the claims of investors who are resident in the country concerned, and in regard to matters which refer to the respective fund.

5. The English wording of the Management Regulations (General and Special Sections) shall prevail, as far as a differing provision has not been expressly stipulated in the Special Section of the Management Regulations.

Art. 20. Coming into force

The Management Regulations, (General and Special Sections), as well as any amendments of these documents, come into effect on the day of signature, in as far as nothing else is stipulated.

Luxembourg, 23rd September 2005.

Signatures / Signatures

The Depositary Bank / The Management Company

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2005, réf. LSO-BJ02335. – Reçu 50 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(089457.2//571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2005.

SEB INVEST LUXEMBOURG S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

H. R. Luxembourg B 28.468.

Der Allgemeine Teil dieses Verwaltungsreglements findet auf alle Sondervermögen («Fonds») Anwendung, die unter den Anwendungsbereich des Teils I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen fallen (hiernach «das Gesetz von 2002») und von der SEB INVEST LUXEMBOURG S.A. verwaltet werden.

Namentlich:

SEB Concept Biotechnology

SEB Concept Wireless

SEB Concept TeleTech

SEB ÖkoRent

SEB ÖkoLux

SEB TrendSystem Renten

SEB EuropaFlex
SEB EuroQuadro
SEB HighYield
SEB GlobalRent
SEB JapanFonds
SEB GlobalPlayers

Der Allgemeine Teil des Verwaltungsreglements legt allgemeine Grundsätze für verschiedene Fonds fest, deren spezifische Charakteristiken im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements des jeweiligen Fonds beschrieben werden, in dem ergänzende beziehungsweise abweichende Regelungen zu einzelnen Bestimmungen des Verwaltungsreglements getroffen werden können.

Der Allgemeine Teil und der Besondere Teil des Verwaltungsreglements bilden gemeinsam als zusammenhängende Bestandteile die für den entsprechenden Fonds geltenden Vertragsbedingungen.

Art. 1. Die Fonds

1. Die Fonds sind rechtlich unselbstständige Sondervermögen («fonds communs de placement»), die aus Wertpapieren und/oder sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen») bestehen und für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen («Anteilinhaber») unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet werden. Die Anteilinhaber sind am Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt. Die im Fondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden grundsätzlich von der Depotbank verwahrt.

2. Die gegenseitigen vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilinhaber und der Verwaltungsgesellschaft sowie der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt, das von der Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der Depotbank erstellt wird.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilinhaber das Verwaltungsreglement sowie alle genehmigten Änderungen desselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft

1. Verwaltungsgesellschaft ist die SEB INVEST LUXEMBOURG S.A.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilinhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit dem Fondsvermögen zusammenhängen.

3. Unter Beachtung der rechtlichen und vertraglichen Beschränkungen legt die Verwaltungsgesellschaft die Anlagepolitik der einzelnen Fonds fest. Der Verwaltungsrat ist befugt, einzelne oder mehrere seiner Mitglieder, sowie andere natürliche und juristische Personen mit der Ausführung der täglichen Anlagepolitik zu betrauen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung, Risiko und Kontrolle und auf eigene Kosten Anlageberater und Fondsmanager hinzuziehen. Insofern benötigt, kann sie auch auf einen Anlageausschuss zurückgreifen. Dies findet, insofern anwendbar, Erwähnung im Verkaufsprospekt.

5. Insofern nicht anders im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements vorgesehen, fungiert die Verwaltungsgesellschaft auch als Zentralverwaltungsstelle.

Art. 3. Die Depotbank

1. Die Depotbank wird für jeden Fonds im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements bestimmt.

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte des jeweiligen Fonds beauftragt. Die Rechte und Pflichten der Depotbank richten sich nach dem Gesetz, diesem Verwaltungsreglement und dem Depotbankvertrag. Sie ist insbesondere mit der Verwahrung der Vermögenswerte des jeweiligen Fonds beauftragt. Die Depotbank handelt im Interesse der Anteilinhaber.

3. Die Depotbank verwahrt alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte des jeweiligen Fonds in gesperrten Konten und Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit dem vorherigen Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Wertpapiere und Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung geben.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a) Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

5. Die Depotbank ist an Weisungen der Verwaltungsgesellschaft gebunden, sofern solche Weisungen nicht dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement oder den Verkaufsprospekten widersprechen.

6. Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich in Einklang mit den Bestimmungen des Vertrages zu kündigen. Eine solche Kündigung wird wirksam, wenn die Verwaltungsgesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik

Insofern nicht anders dargelegt im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements oder den Verkaufsprospekten, gelten die folgenden allgemeinen Richtlinien für die Anlagepolitik für alle Sondervermögen, die von der SEB INVEST LUXEMBOURG S.A. verwaltet werden und den Bestimmungen des Teils I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegen.

A. Zulässige Vermögenswerte

Jeder Fonds kann ausschließlich in folgende Vermögenswerte anlegen:

Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, wie im Gesetz von 2002 definiert

Diese umfassen:

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die auf einem geregelten Markt im Sinne von Artikel 1, Punkt 13 der Richtlinie 93/22/EWG notiert oder gehandelt werden;

b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden;

c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse eines Staates, der nicht Mitgliedstaat der Europäischen Union ist, zum Handel zugelassen sind oder dort auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt ist, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist;

d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, sofern

- die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zum Handel an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt beantragt ist, der anerkannt ist, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, und

- die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach Emission erlangt wird;

Die unter c) und d) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden innerhalb von Nordamerika, Südamerika, Australien (einschließlich Ozeanien), Afrika, Asien und/oder Europa amtlich notiert oder gehandelt.

e) Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, diese Instrumente werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaates der Europäischen Union, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Staat, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat der Europäischen Union angehört, begeben oder garantiert; oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter vorstehenden Buchstaben a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt; oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht behördlich festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert; oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der Commission de Surveillance du Secteur Financier zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten vorstehenden Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn Millionen Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

Höchstens 10% seines Nettovermögens kann der Fonds in anderen als unter a) bis e) genannten Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten anlegen.

Anteile von Organismen für gemeinsame Anlagen

f) Anteile von Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren im Sinne der EU-Richtlinie 85/611/EWG und/oder anderer Organismen für gemeinsame Anlagen im Sinne von Artikel 1, Absatz 2, erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat anlegen, sofern

- diese anderen Organismen für gemeinsame Anlagen nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

- das Schutzniveau der Anteilseigner der anderen Organismen für gemeinsame Anlagen dem Schutzniveau der Anteilseigner eines Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen Organismen für gemeinsame Anlagen Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder der andere Organismus für gemeinsame Anlagen, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder andere Organismen für gemeinsame Anlagen anlegen darf.

Erwirbt der Fonds Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren und/oder sonstiger Organismen für gemeinsame Anlagen, die unmittelbar oder mittelbar von derselben Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, so darf die Verwaltungsge-

sellschaft oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder den Rückkauf von Anteilen der anderen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren und/oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen durch den Fonds keine Gebühren berechnen.

Einlagen bei Kreditinstituten

g) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens zwölf Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder - falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Staat befindet, der nicht Mitgliedstaat der Europäischen Union ist, befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind

Abgeleitete Finanzinstrumente

h) abgeleitete Finanzinstrumente («Derivate»), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter a), b) und c) bezeichneten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden («OTC-Derivate»), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne dieses Absatzes oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, die im Rahmen der Anlagepolitik liegen;
- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der Commission de Surveillance du Secteur Financier zugelassen wurden; und
- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des Fonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

Im Hinblick auf die Absicherung von Anlagepositionen, auf die effiziente Verwaltung des Fondsvermögens oder als Teil der Anlagestrategie, ist der Fonds berechtigt, im Rahmen seiner Anlagepolitik und der anwendbaren Anlagebeschränkungen auf jegliche abgeleitete Finanzinstrumente zurückzugreifen, die durch das Luxemburger Gesetz und die durch die Behörde herausgegebenen Rundschreiben sowie die aktuelle Verwaltungspraxis genehmigt wurden. Hierzu gehören, ohne darauf beschränkt zu sein, (a) der Kauf und Verkauf von Optionen auf Wertpapiere, Indizes und Währungen, einschließlich «over the counter»-Optionen; (b) Terminkontrakte auf Börsenindizes sowie Zinssätze, sowie diesbezügliche Optionen; (c) strukturierte Produkte; (d) Warrants und (e) Swaps.

B. Auf die zulässigen Vermögenswerte anwendbaren Anlagebeschränkungen

Folgende Beschränkungen sind auf die unter A erwähnten zulässigen Vermögenswerte anwendbar:

Übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, wie im Gesetz von 2002 definiert

1. Höchstens 10% des Netto-Fondsvermögens dürfen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten angelegt werden.

2. Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, bei denen der Fonds jeweils mehr als 5% seines Nettovermögens anlegt, darf 40% des Wertes des Nettovermögens nicht überschreiten. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer behördlichen Aufsicht unterliegen.

3. Die in Punkt (1) genannte 10%-Grenze beträgt höchstens 35%, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert werden. Diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden bei der Anwendung der in Absatz 2 vorgesehenen Anlagegrenze von 40% nicht berücksichtigt.

4. Ungeachtet der dargelegten Beschränkungen kann der Fonds nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, dessen Gebietskörperschaften oder von einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, sofern das Fondsvermögen in Wertpapiere investiert, die im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben wurden, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Nettovermögens nicht überschreiten dürfen.

5. Die in Punkt (1) genannte 10%-Grenze beträgt höchstens 25% für bestimmte Schuldverschreibungen, wenn diese

- von einem Kreditinstitut mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union begeben werden, das aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber dieser Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt und

- die Erträge aus der Emission dieser Schuldverschreibungen gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und

- die erwähnten Vermögenswerte beim Ausfall des Emittenten vorrangig für die fällig werdende Rückzahlung des Kapitals und der Zinsen bestimmt sind.

Legt der Fonds in mehr als 5% seines Nettovermögens in diese Art von Schuldverschreibungen an, die von einem und demselben Emittenten begeben werden, so darf der Gesamtwert dieser Anlagen 80% des Wertes des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

Diese Schuldverschreibungen werden bei der Anwendung der in Absatz 2 vorgesehenen Anlagegrenze von 40% nicht berücksichtigt.

6. Unbeschadet der unter 13. festgelegten Anlagegrenzen beträgt die in Punkt 1. erwähnte 10%-Grenze für Anlagen in Aktien und/ oder Schuldtiteln ein und desselben Emittenten höchstens 20%, wenn es Ziel der Anlagepolitik ist, einen bestimmten von der CSSF anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex nachzubilden. Voraussetzung hierfür ist, dass

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist;

- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht;
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die hier festgelegte Grenze beträgt 35%, sofern dies aufgrund außergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren.

Eine Anlage bis zu dieser Obergrenze ist nur bei einem einzigen Emittenten möglich.

Die in diesem Punkt 6. erwähnten Wertpapiere werden bei der Anwendung der in Absatz 2 vorgesehenen Anlagegrenze von 40% nicht berücksichtigt.

Anteile von Anlageorganismen

7. Ein Fonds darf Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren und/oder anderer Organismen für gemeinsame Anlagen im Sinne von A. f) erwerben, wenn er nicht mehr als 20% seines Nettovermögens in ein und demselben Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen anlegt.

Bei der Anwendung dieser Anlagegrenze ist jeder Teilfonds eines Umbrella-Fonds wie ein eigenständiger Emittent zu betrachten, vorausgesetzt, das Prinzip der Einzelhaftung pro Teilfonds im Hinblick auf Dritte findet Anwendung.

Anlagen in Anteilen von anderen Organismen für gemeinsame Anlagen dürfen insgesamt 30% des Nettovermögens des Fonds nicht übersteigen.

Wenn ein Fonds Anteile eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren und/oder sonstigen Organismen für gemeinsame Anlagen erworben hat, werden die Anlagewerte des betreffenden Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren und/oder anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Bezug auf die vormals dargelegten Obergrenzen nicht berücksichtigt.

Einlagen bei Kreditinstituten

8. Höchstens 20% des Netto-Fondsvermögens dürfen in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung angelegt werden.

Abgeleitete Finanzinstrumente

9. Das Ausfallrisiko der Gegenpartei bei Geschäften mit OTC-Derivaten darf 10% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Absatz A. g) ist. Für andere Fälle beträgt die Grenze maximal 5% des Netto-Fondsvermögens.

Des Weiteren darf das mit den Derivaten verbundene Gesamtrisiko den Gesamt-Nettowert des Fonds-Portfolios nicht übersteigen. Bei der Berechnung des Risikos werden der Marktwert der Basiswerte, das Ausfallrisiko der Gegenpartei, künftige Marktfluktuationen und die Liquidationsfrist der Positionen berücksichtigt.

Das Gesamtrisiko der Basiswerte darf die vormals dargelegten Anlagegrenzen nicht überschreiten. Legt der Fonds in Index basierte Derivate an, werden diese Anlagen nicht bei diesen Anlagegrenzen berücksichtigt.

Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Anlagegrenzen mitberücksichtigt werden.

Maximales Risiko in Bezug auf ein und dieselbe Einrichtung

10. Ungeachtet der hiervor dargelegten Einzelobergrenzen darf der Fonds bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% seines Netto-Fondsvermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten und/ oder
- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder
- mit dieser Einrichtung gehandelten OTC-Derivaten anlegen.

Die in den Absätzen B. 1., 2., 3., 5., 8., 9. und 10. genannten Grenzen dürfen nicht kumuliert werden; hieraus ergibt sich, dass Anlagen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten oder in Einlagen bei diesem Emittenten oder in Derivaten desselben grundsätzlich 35% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Zulässige Vermögenswerte, die von derselben Gruppe ausgegeben werden

11. Der Fonds darf kumulativ bis zu 20% seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Unternehmensgruppe anlegen.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der unter (1), (2), (3), (5), (8), (9) und (10) vorgesehenen Anlagegrenzen als ein einziger Emittent anzusehen.

12. Ein Fonds darf kumulativ bis zu 20% seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Unternehmensgruppe anlegen.

Erwerbsgrenzen zulässiger Vermögenswerte ein und desselben Emittenten

13) Die Verwaltungsgesellschaft darf für keinen der von ihr verwalteten Investmentfonds

(a) Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr ermöglicht, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben;

(b) mehr als 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten

(c) mehr als 10% der Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten

(d) mehr als 25% der Anteile ein und desselben Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren und/oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen

(e) mehr als 10% der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten erwerben.

Die unter den Punkten (c), (d) und (e) vorgesehenen Anlagegrenzen brauchen beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen oder der Geldmarktinstrumente oder der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht berechnen lässt.

Die vorgehend genannten Anlagegrenzen werden nicht angewandt auf:

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder dessen öffentlichen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden;

b) von einem Staat außerhalb der Europäischen Union begebene oder garantierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente;

c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören;

d) Aktien, die der Fonds an dem Kapital einer Gesellschaft eines Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, hält, die ihr Vermögen im Wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den Fonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist, in ihrer Anlagepolitik die vormals festgelegten Grenzen beachtet. Bei Überschreitung dieser Grenzen findet Artikel 49 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen sinngemäß Anwendung;

Der Fonds braucht die vormals dargelegten Anlagegrenzen bei der Ausübung von Bezugsrechten, die an Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente geknüpft sind, die er in seinem Fondsvermögen hält, nicht einzuhalten. Werden die genannten Grenzen von dem Fonds unbeabsichtigt oder infolge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so muss der Fonds im Rahmen der von ihm getätigten Verkäufe von Vermögenswerten vorrangig die Abhilfe dieser Situation unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber anstreben.

Neu zugelassene Fonds können von den festgelegten Anlagegrenzen unter Beachtung der Einhaltung der Grundsätze der Risikostreuung während eines Zeitraumes von sechs Monaten nach ihrer Zulassung abweichen.

C) Flüssige Mittel

Der Fonds kann daneben flüssige Mittel halten.

D) Unbefugte Anlagen

Die Verwaltungsgesellschaft darf im Namen der Fonds

(a) nicht in Edelmetalle oder Zertifikate über diese anlegen;

(b) keine Leerverkäufe von Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen in unter Sektion A, Buchstaben e), f) und h) aufgeführten Finanzinstrumenten;

(c) weder Kredite gewähren noch für Dritte als Bürge eintreten; dies steht (1) dem Erwerb nicht voll eingezahlter Wertpapiere, Geldmarktinstrumente oder anderer Finanzinstrumente in Sektion A, Buchstaben e), f) und h) aufgeführten sowie (2) der erlaubten Wertpapierleihe nicht entgegen;

(d) Kredite im Gegenwert von bis zu 10% des Nettovermögens aufnehmen, sofern es sich um kurzfristige Kredite handelt. Der Fonds darf jedoch Fremdwährungen durch ein «Back-to-back»-Darlehen erwerben.

E. Techniken und Instrumente

Wertpapierleihe und Pensionsgeschäfte

a) Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems können bis zu 50% der im Fonds befindlichen Wertpapiere auf höchstens 30 Tage ausgeliehen werden. Voraussetzung ist, dass dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch eine auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzeinrichtung erster Ordnung organisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50% des Wertpapierbestands erfassen oder länger als 30 Tage dauern, sofern dem Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen. Der Fonds muss im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Sicherheit erhalten, deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht.

Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationalen Organisationen begeben oder garantiert und zu Gunsten des Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

Einer Garantie bedarf es nicht, sofern die Wertpapierleihe im Rahmen von CLEARSTREAM AG, EUROCLEAR oder einem sonstigen anerkannten Abrechnungsorganismus stattfindet, der selbst zugunsten des Verleihers der verliehenen Wertpapiere mittels einer Garantie oder auf andere Weise Sicherheit leistet.

b) Der Fonds kann von Zeit zu Zeit Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften kaufen oder verkaufen. Dabei muss der Vertragspartner eines solchen Geschäfts eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Während der Laufzeit eines Wertpapierpensionsgeschäfts kann der Fonds die gegenständlichen Wertpapiere nicht veräußern. Der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte wird stets auf einem Niveau gehalten, das dem Fonds ermöglicht, jederzeit seinen Rücknahmeverpflichtungen nachzukommen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann, von Zeit zu Zeit, in Obereinstimmung mit der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen auferlegen, um den Anforderungen Rechnung zu tragen, die in den Ländern, in denen die Anteile öffentlich vertrieben werden, respektive vertrieben werden sollen, Genüge zu leisten.

Art. 5. Anteile an einem Fonds - Anteilklassen

Anteile des jeweiligen Fonds können

a) in Form von Namensanteilen ausgegeben und in einem Namenskonto registriert werden oder

b) in Form von Globalzertifikaten verbrieft werden.

Die Verwaltungsgesellschaft kann die Ausgabe von Anteilbruchteilen vorsehen, welche bis zur dritten Dezimalstelle ausgegeben werden können.

Die für den jeweiligen Fonds anwendbaren Bestimmungen sind im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements dargelegt.

Alle Anteile eines Fonds haben die gleichen grundsätzlichen Rechte.

Der jeweilige Besondere Teil des Allgemeinen Verwaltungsreglements kann für den entsprechenden Fonds mehrere Anteilklassen vorsehen, die sich durch die Ertragsverwendung (ausschüttend oder thesaurierend), die Gebührenstruktur oder durch sonstige von der Verwaltungsgesellschaft festzulegende Kriterien unterscheiden können. Die Ausgabe von Anteilklassen findet Erwähnung im Besonderen Teil des Allgemeinen Verwaltungsreglements und im Verkaufsprospekt des jeweiligen Fonds. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse berechtigt.

Art. 6. Ausgabe von Anteilen

1. Die Ausgabe von Anteilen erfolgt zu dem im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements des jeweiligen Fonds festgelegten Ausgabepreis und zu den dort festgelegten Bedingungen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Fonds jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber, zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz des jeweiligen Fonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Fonds erforderlich erscheint.

3. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückzahlen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann nach eigenem Ermessen auf Antrag des Anteilinhabers Anteile gegen die Sacheinbringung von Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten ausgeben. Dabei wird vorausgesetzt, dass diese Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte den Anlagezielen und der Anlagepolitik sowie den Bestimmungen des Verwaltungsreglements entsprechen. Der Abschlussprüfer des Fonds erstellt ein Bewertungsgutachten, das jedem Anleger am Sitz der Verwaltungsgesellschaft zur Einsicht zur Verfügung steht. Die Kosten für eine solche Sacheinbringung trägt der entsprechende Anleger. Anteile werden zum entsprechenden Ausgabepreis in Höhe des vom Abschlussprüfer festgelegten Bewertungsbetrages der Sacheinbringung ausgegeben.

Art. 7. Rücknahme von Anteilen

1. Die Anteilinhaber eines Fonds sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu dem im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements des jeweiligen Fonds festgelegten Rücknahmepreis und zu den dort festgelegten Bedingungen zu verlangen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, umfangreiche Rücknahmen, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen eines Fonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden.

3. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann für jeden Fonds Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des jeweiligen Fonds erforderlich erscheint.

Art. 8. Umtausch von Anteilen

Insofern der Umtausch von Anteilen auf den einzelnen Fonds anwendbar ist, sind die jeweiligen Bestimmungen im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements dargelegt.

Art. 9. Anteilwertberechnung

1. Der Wert eines Anteils («Anteilwert») lautet auf die im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements des jeweiligen Fonds festgelegte Währung («Fondswährung»). Er wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr beauftragten Dritten an jedem im Besonderen Teil des Allgemeinen Verwaltungsreglements des jeweiligen Fonds festgelegten Tag («Bewertungstag») berechnet. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des jeweiligen Netto-Fondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag in Umlauf befindlichen Anteile dieses Fonds.

2. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet.

b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente verkauft werden können.

c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an mehreren Börsen amtlich notiert oder an mehreren Märkten gehandelt werden, werden auf Basis des letzten verfügbaren Kurses des Hauptmarktes bewertet, es sei denn, diese Preise wären nicht repräsentativ.

d) Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter den Buchstaben a), b) und c) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere und Geldmarktinstrumente ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

e) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

f) Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

g) Alle auf eine andere Währung als die jeweilige Fondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in diese Fondswährung umgerechnet.

h) Nicht an Terminbörsen, aber an einem organisierten Markt gehandelte Finanzinstrumente werden zu ihrem Liquidationswert bewertet, wie er von der Verwaltungsgesellschaft nach allgemein anerkannten Grundsätzen, unter Berücksichtigung der Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung, marktüblicher Gepflogenheiten und der Interessen der Anteilinhaber festgelegt wird, vorausgesetzt, dass die vorerwähnten Grundsätze jederzeit allgemein anerkannten, durch Wirtschaftsprüfer nachprüfbar bewertungsregeln entsprechen.

i) Zinsswaps werden zu ihrem Marktwert in Bezug auf die anwendbare Zinskurve bewertet.

j) Anteile oder Aktien von OGA(W) werden zum letzten verfügbaren Nettovermögenswert bewertet.

k) Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

3. Sofern für einen Fonds mehrere Anteilklassen gemäß Artikel 5 eingerichtet sind, ergeben sich für die Anteilwertberechnung folgende Besonderheiten:

a) Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Punkt 2 dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Anteilklasse separat.

b) Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Anteilen erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Anteilen vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens.

c) Im Fall einer Ausschüttung vermindert sich der Anteilwert der ausschüttungsberechtigten Anteile der entsprechenden Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil dieser Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens, während sich der prozentuale Anteil der nicht ausschüttungsberechtigten Anteilklasse am gesamten Netto-Fondsvermögen erhöht.

4. Für einen Fonds kann ein Ertragsausgleich durchgeführt werden.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des jeweiligen Fonds befriedigt werden können, den Anteilwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstages bestimmen, an welchem sie für den Fonds die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsaufträge für den Fonds.

Art. 10. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, für einen Fonds die Berechnung des Anteilwertes zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

1. während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein geregelter Markt, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des jeweiligen Fonds amtlich notiert oder gehandelt wird, geschlossen ist, oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

2. wenn ein wesentlicher Teil der Wertpapiere und Instrumente, in die der Fonds anlegt, weder amtlich notiert noch in irgendeiner Weise einem ordentlichen Pricing unterliegen, das zur Folge hat, dass der Nettovermögenswert nicht zufrieden stellend und unter Gewährleistung gleicher Rechte aller Anteilinhaber erfolgen kann;

3. wenn ein wesentlicher Teil des Fondsvermögens nicht frei verfügbar ist, weil ein Ereignis politischer, wirtschaftlicher, militärischer, finanzpolitischer oder anderweitiger Natur, das außerhalb der Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft liegt, Verfügungen über das Vermögen des Fonds nicht erlaubt oder den Interessen der Anteilinhaber abträglich wäre;

4. ein wesentlicher Teil des Fondsvermögens nicht für Geschäfte zur Verfügung steht, weil Beschränkungen des Devisenverkehrs oder Beschränkungen sonstiger Art Übertragungen von Vermögenswerten undurchführbar machen, oder falls nach objektiv nachprüfbar Maßstäben feststeht, dass Geschäfte nicht zu normalen Währungswechselkursen getätigt werden können.

Bei einer unter diesen angegebenen Gründen erfolgten Aussetzung der Berechnung für einen Zeitraum, der länger als sechs Tage ist, werden die Anteilinhaber entsprechend informiert.

Anleger, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Den Anlegern wird nach der Wiederaufnahme der dann gültige Rücknahmepreis gezahlt.

Art. 11. Abschlussprüfung

Der Jahresabschluss eines Fonds wird von einem unabhängigen und zugelassenen Wirtschaftsprüfer geprüft, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 12. Ausschüttungen

1. Die Ausschüttungspolitik eines Fonds wird im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements des jeweiligen Fonds festgelegt.

2. Es obliegt der Verwaltungsgesellschaft, von Zeit zu Zeit zu bestimmen, in welchem Ausmaß Dividenden Anteilhabern eines gewissen Fonds, respektive einer gewissen Anteilklasse gezahlt werden.

3. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die gesetzliche Mindestgrenze von EUR 1.250.000 sinkt.

4. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausbezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht angefordert wurden, verfallen zugunsten des Fonds.

5. Ausschüttungsberechtigt sind im Falle der Bildung von Anteilklassen gemäß Artikel 5 des Allgemeinen Teils des Verwaltungsreglements ausschließlich die Anteile der zu diesem Zweck aufgelegten Anteilklasse.

6. Der Verwaltungsrat kann Zwischenausschüttungen in Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen für den Fonds beschließen.

Art. 13. Verschmelzungen

1. Durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft kann jeder Fonds mit einem anderen verschmolzen werden.

2. Eine solche Verschmelzung ist nur insofern vollziehbar, wie die Anlagepolitik des aufnehmenden Fonds nicht gegen die Anlagepolitik des einzubringenden Fonds verstößt.

3. Die Durchführung der Verschmelzung vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds und eine gleichzeitige Übernahme seines Netto-Vermögens durch den aufnehmenden Anlageorganismus. Die Anteilinhaber erhalten Anteile des aufnehmenden Anlageorganismus, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Anlageorganismen zum Zeitpunkt der Verschmelzung errechnet. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden.

4. Der Beschluss der Verwaltungsgesellschaft, Fonds zu verschmelzen wird in einer von der Verwaltungsgesellschaft zu bestimmenden Zeitung in den Ländern veröffentlicht, in denen die Anteile des aufzunehmenden Fonds öffentlich vertrieben werden. Für den Fall, dass nur Namensanteile in dem aufzunehmenden Fonds ausgegeben wurden, werden die Anteilinhaber schriftlich informiert.

Die Anteilinhaber des aufzunehmenden Fonds haben das Recht, während 30 Tagen, durch die Rückgabe aller oder eines Teils ihrer Anteile zum Inventarwert pro Anteil gebührenfrei aus dem Fonds auszuscheiden.

5. Der Beschluss, einen Luxemburger Fonds mit einem ausländischen Fonds zu verschmelzen bedarf der Genehmigung durch die Anteilinhaber des aufzunehmenden Fonds. Diese Verschmelzung muss durch 50% der sich im Umlauf befindlichen Anteile und einer Zweidrittelmehrheit beschlossen werden, wobei ausschließlich die Anteilinhaber durch diesen Beschluss gebunden sind, die sich für eine solche Verschmelzung ausgesprochen haben. Von den Anteilhabern, die bei dieser Versammlung nicht präsent waren oder die diese Verschmelzung nicht ausdrücklich befürwortet haben, wird angenommen, dass sie ihre Anteile zur Rücknahme anbieten.

6. Im Falle der Verschmelzung mit einem anderen Anlageorganismus kann der Zeichnungspreis durch Sacheinlage des aufzunehmenden Fonds gezeichnet werden. Diese Sacheinlage wird nach den unter «Anteilwertberechnung» dargelegten Kriterien bewertet. Anteile der betreffenden Klassen werden zum anwendbaren Anteilwert gegen Einbringung der Sacheinlage ausgegeben. Alle diesbezüglichen Kosten sind vom Investor zu tragen.

7. Die Durchführung der Verschmelzung wird vom unabhängigen und zugelassenen Wirtschaftsprüfer kontrolliert.

Art. 14. Dauer und Auflösung des Fonds

1. Die Dauer des Fonds ist im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements festgelegt.

2. Unbeschadet der Regelung in 1, kann der Fonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden, sofern im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements nichts anderes bestimmt ist. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Auflösung des Fonds beschließen, sofern diese unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber, zum Schutz der Interessen der Verwaltungsgesellschaft oder im Interesse der Anlagepolitik notwendig oder angebracht erscheint.

3. Eine Auflösung des Fonds erfolgt in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen zwingend.

4. Die Auflösung des Fonds wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens zwei hinreichend verbreiteten Tageszeitungen, einschließlich mindestens einer Luxemburger Tageszeitung, und den Regelungen des Vertriebslandes veröffentlicht.

5. Bei Auflösung des Fonds wird die Ausgabe von Anteilen eingestellt. Die Rücknahme von Anteilen ist bis kurz vor dem Liquidationstag möglich, wobei gewährleistet wird, dass etwaige Auflösungskosten berücksichtigt werden und somit von allen Anteilhabern getragen werden, die sich zum Zeitpunkt der Wirkung des Auflösungsbeschlusses im Fonds befunden haben.

6. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggf. der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern des Fonds nach deren Anspruch verteilen. Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

7. Die Anteilinhaber, deren Erben bzw. Rechtsnachfolger können weder die Auflösung noch die Teilung des Fonds beantragen.

Art. 15. Kosten

1. Der Verwaltungsgesellschaft steht für die Verwaltung des jeweiligen Fonds eine Vergütung zu.

2. Der Depotbank steht für die Verwahrung der zum Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung zu. Kosten und Auslagen, die der Depotbank aufgrund einer zulässigen und marktüblichen Beauftragung dritter Kreditinstitute und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Vermögenswerten des Fonds entstehen werden ihr erstattet. Darüber hinaus erhält die Depotbank eine Bearbeitungsgebühr für jede Transaktion, die sie im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft durchführt.

3. Neben diesen Vergütungen und Gebühren können die folgenden Aufwendungen zulasten des jeweiligen Sondervermögens erhoben werden:

- im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten sowie der Inanspruchnahme von Wertpapierleihprogrammen entstehende Kosten;
- Kosten für die Erstellung und den Versand der Prospekte, Verwaltungsreglements sowie der Jahres-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte;
- Kosten der Veröffentlichung der Prospekte, Verwaltungsreglements, Jahres-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreise und der Bekanntmachungen an die Anteilinhaber;
- Prüfungs- und Rechtsberatungskosten für den Fonds;
- Kosten und evtl. entstehende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
- Kosten für die Erstellung von Anteilzertifikaten und Ertragsscheinen;
- Zahlstellengebühren und ggf. Gebühren im Zusammenhang mit Ausschüttungen sowie entstehende Kosten für die Einlösung von Ertragsscheinen;
- Kosten etwaiger Börseneinführungen und /oder der Registrierung der Anteilscheine zum öffentlichen Vertrieb;
- Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Fonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen;
- ein angemessener Anteil an den Werbekosten und anderen Kosten, die in direktem Zusammenhang mit dem Angebot und Vertrieb von Anteilen anfallen.

4. Sämtliche Kosten werden zunächst dem laufenden Einkommen, dann den Kapitalgewinnen und zuletzt dem Fondsvermögen angerechnet.

Art. 16. Verjährung und Vorlegungsfrist

1. Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 14, Punkt 6 enthaltene Regelung.

2. Die Vorlegungsfrist für Ertragsscheine beträgt fünf Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb dieser Frist abgefordert wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Fonds.

Art. 17. Änderungen

Die Verwaltungsgesellschaft kann das Verwaltungsreglement mit Zustimmung der Depotbank jederzeit ganz oder teilweise ändern.

Art. 18. Veröffentlichungen

1. Das Verwaltungsreglement sowie mögliche Änderungen desselben werden beim Handelsregister des Bezirksamts Luxemburg hinterlegt, und die Veröffentlichungen erfolgen im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial C») im Einklang mit den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften durch einen Vermerk, dass diese Dokumente beim Handelsregister hinterlegt wurden.

2. Ausgabe- und Rücknahmepreise können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erfragt werden.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für jeden Fonds einen vollständigen und einen vereinfachten Verkaufsprospekt, einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

4. Die unter 3. dieses Artikels aufgeführten Unterlagen eines Fonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle kostenlos erhältlich.

Art. 19. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache

1. Das Verwaltungsreglement des Fonds unterliegt luxemburger Recht. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.

2. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.

3. Der deutsche Wortlaut dieses Verwaltungsreglements ist maßgeblich, falls im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements nichts anderes bestimmt ist.

Art. 20. Inkrafttreten

Das Verwaltungsreglement sowie jegliche Änderung desselben tritt am Tag der Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes im Besonderen Teil des Verwaltungsreglements des jeweiligen Fonds bestimmt ist.

Luxemburg, den 23. September 2005

Unterschriften / Unterschriften

Die Depotbank / Die Verwaltungsgesellschaft

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2005, réf. LSO-BJ02350. – Reçu 50 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(089508.2//592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2005.

LRI SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'activité Syrdall.
H. R. Luxemburg B 110.842.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundfünf, am dreißigsten September.

Vor den unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Mersch (Luxemburg).

Sind erschienen:

1) LRI LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL S.A., mit Sitz in L-2450 Luxemburg, 10-12, boulevard Roosevelt,

ordnungsgemäß vertreten durch Frau Susanne Abel, Sekretärin der LRI INVEST S.A., wohnhaft in D-Salmtal, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 27. September 2005.

2) LRI INVEST S.A., mit Sitz in L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'activité Syrdall, ordnungsgemäß vertreten durch Frau Anja Schmitz, Fondsconsultant der LRI INVEST S.A., wohnhaft in D-Trier, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 27. September 2005.

Die vorliegenden Vollmachten, unterschrieben ne varietur durch alle erschienenen Personen und den unterzeichnen den Notar, werden ein Anhang zu diesem Dokument bleiben, um bei den Registrierungsbehörden eingereicht zu werden.

Die Erschienenen haben in Ausführung ihrer Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung («Satzung») einer Gesellschaft, die zwischen den Erschienenen bestehen soll, wie folgt zu beurkunden:

Erster Abschnitt. Name und Rechtsform - Gesellschaftssitz - Dauer - Gesellschaftszweck

Art. 1. Name und Rechtsform. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Inhaber von nachfolgend ausgegebenen Anteilen werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer offenen Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («Société d'Investissement à Capital Variable à compartiments multiples») gemäß Teil II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen («Gesetz vom 20. Dezember 2002») unter dem Namen «LRI SICAV» (die «Gesellschaft»). Die Inhaber von Anteilen der Gesellschaft sind Aktionäre (Gesellschafter).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Munsbach (Gemeinde Schuttrange), Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann innerhalb der Gemeinde Schuttrange, auf Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg errichtet werden (keinesfalls indessen in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern).

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage in das Ausland verlagert werden; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anteilhabern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahme ergreifen und Transaktion ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Teil II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002.

Zweiter Abschnitt. Gesellschaftsanteile

Art. 5. Gesellschaftsvermögen, Anteilklassen. Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Anteile ohne Nennwert vertreten und wird zu jeder Zeit dem gesamten NettoVermögenswert der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen. Das Mindestkapital wird sich auf das gesetzliche Mindestkapital, das heißt auf eine Million zweihundertfünfzigtausend EURO (EUR 1.250.000,-) belaufen. Das Mindestkapital muss innerhalb von sechs Monaten nach dem Datum, zu welchem die Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht zugelassen wurde, erreicht sein.

Das Erstzeichnungskapital beträgt 31.000,- EURO (EUR einunddreißigtausend), eingeteilt in 310,- (dreihundertzehn) Anteile ohne Nennwert.

Die Anteile, welche an der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrates in Form von mehreren Anteilklassen ausgegeben werden. Das Entgelt für die Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird angelegt, im Einklang mit der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für die einzelnen Teilfonds (gemäß nachstehender Definition), die für die jeweiligen Anteilklassen errichtet werden, bestimmt wird und unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat aufgestellten Anlagebeschränkungen in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten.

Der Verwaltungsrat wird ein Portfolio von Vermögenswerten einrichten, welches einen Teilfonds («Teilfonds») im Sinne des Artikels 133 Absatz (1) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 darstellt und für eine oder mehrere Anteilklassen in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Anteilhaber untereinander wird jedes Portfolio ausschließlich zu Gunsten der jeweiligen Anteilklasse(n) angelegt werden. Im Verhältnis zu Dritten

haften die Vermögenswerte eines Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten, die dem betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 25 dieser Satzung zurücknehmen.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensanteilen durch eine Mitteilung an ihre, im Anteilregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberanteilen durch eine Mitteilung, welche in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Anteilinhaber und ihre Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Anteile der Gesellschaft werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerung angeben.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsvermögens werden die einer Anteilklasse zuzuordnenden Netto-Vermögenswerte in EURO umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf EURO lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Netto-Vermögenswerten aller Anteilklassen.

Art. 6. Anteile

1. Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob die Gesellschaft Inhaberund/oder Namensanteile ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberanteile ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

Alle ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden in das Anteilregister eingetragen, welches bei der Gesellschaft oder bei einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Inhabers von Namensanteilen, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft, die Zahl der von ihm gehaltenen Namensanteile und den auf Anteilbruchteile bezahlten Betrag enthalten.

Der Eintrag des Namens des Anteilinhabers in das Anteilregister dient als Nachweis der Berechtigung des Anteilinhabers an solchen Namensanteilen. Die Gesellschaft wird darüber beschließen, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Anteilinhaber ausgestellt werden soll oder ob der Anteilinhaber eine schriftliche Bestätigung über seinen Anteilbesitz erhält.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, können, auf Antrag des Anteilinhabers, Namensanteile in Inhaberanteile und Inhaberanteile in Namensanteile umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensanteilen in Inhaberanteile erfolgt durch die Ungültigerklärung der - gegebenenfalls über die Namensanteile ausgestellten - Zertifikate nach Bestätigung, daß der Umtausch nicht zu Gunsten einer Ausgeschlossenen Person erfolgt und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberanteilzertifikate, welche die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Anteilregister zum Nachweis dieser Ungültigerklärung eingetragen. Der Umtausch von Inhaberanteilen in Namensanteile erfolgt durch Ungültigerklärung der Anteilzertifikate über die Inhaberanteile und gegebenenfalls durch Ausgabe von Anteilzertifikaten über Namensanteile an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Anteilregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrates können die Kosten eines solchen Umtausches dem antragstellenden Anteilinhaber belastet werden.

Vor Ausgabe von Inhaberanteilen und vor Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile kann die Gesellschaft den Nachweis zur Zufriedenheit des Verwaltungsrates verlangen, dass die Ausgabe oder der Umtausch nicht zur Folge haben, dass derartige Anteile durch eine Ausgeschlossene Person gehalten werden.

Anteilzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich erfolgen.

Die Gesellschaft kann vorläufige Anteilzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

2. Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberanteilen durch Übergabe der entsprechenden Anteilzertifikate. Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt (i) sofern Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe an die Gesellschaft des oder der Zertifikate(s), welche diese Anteile repräsentieren, zusammen mit anderen Unterlagen, welche die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufrieden stellender Weise nachweisen und (ii) sofern keine Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, welche in das Anteilregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend vertretungsberechtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensanteilen wird in das Anteilregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Personen unterzeichnet.

3. Anteilinhaber, welche Namensanteile erhalten sollen, müssen der Gesellschaft eine Adresse mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Anteilregister eingetragen.

Sofern ein Anteilinhaber keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilregister eingetragen wird und die Adresse des Anteilinhabers wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft oder unter einer anderen, von der Gesellschaft einer zu gegebener Zeit einzutragenden Adresse geführt, bis der Anteilinhaber der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Anteilinhaber kann zu jeder Zeit die im Anteilregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

4. Sofern ein Anteilinhaber zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, daß sein Anteilzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Anteilinhabers ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Anteilzertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilzertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Anteilinhaber die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Anteilzertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Anteilzertifikates getragen wurden, dem Anteilinhaber auferlegen.

5. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteil(e) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/steht oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einem) solchen Anteil(en) behaupten, als rechtmäßigen Vertreter dieses/dieser Anteile(s) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

6. Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilbruchteile auszugeben. Solche Anteilbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen. Im Falle von Inhaberanteilen werden nur Zertifikate über ganze Anteile ausgegeben.

Art. 7. Ausgabe von Anteilen. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Anteilinhabern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Immer wenn die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, so wird der Ausgabepreis solcher Anteile dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung an einem Bewertungstag beziehungsweise zu dem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages (gemäß der Definition in Artikel 12 dieser Satzung) entsprechen, wie dieser im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Politik bestimmt wird. Dieser Preis kann durch einen geschätzten Prozentsatz von Kosten und Auslagen, welche der Gesellschaft durch die Anlage des Entgelts aus der Ausgabe entstehen, sowie durch eine, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit gebilligte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten sein; diese Frist wird nicht mehr als vier Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Dem Käufer der Anteile werden die Anteile unverzüglich nach Eingang des Kaufpreises bei der Depotbank in entsprechender Höhe übertragen.

Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Anteile in Empfang zu nehmen und diese Anteile auszuliefern. Die Gesellschaft kann in jedem Teilfonds Sparpläne anbieten.

Sofern die Ausgabe im Rahmen der von der Gesellschaft angebotenen Sparpläne erfolgt, wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten werden auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen nach Luxemburger Recht, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, unter der Bedingung, dass eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik jeweiligen Teilfonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Anteilinhabern zu tragen.

Art. 8. Rücknahme von Anteilen. Jeder Anteilinhaber kann die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Anteile durch die Gesellschaft sowie die Auszahlung des auf seine Anteile entfallenden Vermögensteils nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Anteile festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Anteil wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche vier Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Anteilen bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Anteile. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Netto-Vermögenswert von Anteilen, welche durch einen Anteilinhaber in einer Anteilklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche

vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, daß dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anteilhabers in dieser Anteilklasse behandelt wird.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 9 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge 10% des Nettoteilfondsvermögens übersteigen, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Am nächstfolgenden Bewertungstag, beziehungsweise zum nächstfolgenden Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages werden diese Rücknahme- und Umtauschanträge vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.

Die Gesellschaft kann in jedem Teilfonds Entnahmepäne anbieten.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Anteilhaber, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Anteilhaber aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 11) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Anteile zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anteilhaber der entsprechenden Anteilklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Art. 9. Umtausch von Anteilen. Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt ist jeder Anteilhaber berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Anteile in Anteile einer anderen Anteilklasse desselben Teilfonds oder in Anteile eines anderen Teilfonds bzw. einer Anteilklasse eines anderen Teilfonds zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Anteilen einer Anteilklasse in Anteile einer anderen Anteilklasse desselben Teilfonds oder in Anteile eines anderen Teilfonds bzw. einer Anteilklasse eines anderen Teilfonds wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Anteilklassen bzw. der Anteilklasse und des anderen Teilfonds an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Anteilhaber in einer Anteilklasse oder Teilfonds gehaltenen Anteile oder der gesamte Anteilwert der von einem Anteilhaber in einer Anteilklasse oder Teilfonds gehaltenen Anteile aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Anteilhaber in einer solchen Anteilklasse oder Teilfonds gehaltenen Anteile behandelt wird.

Anteile, welche in Anteile an einer anderen Anteilklasse oder eines anderen Teilfonds bzw. Anteilklasse eines anderen Teilfonds umgetauscht wurden, werden entwertet.

Art. 10. Beschränkung des Eigentums an Anteilen. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Anteilen der Gesellschaft seitens einer natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft entsprechend der vom Verwaltungsrat getroffenen Definition einschränken, sofern dieses Eigentum an Anteilen nach Auffassung der Gesellschaft Luxemburger oder anderes Recht verletzen könnte oder sofern die Gesellschaft als Folge dieses Anteileigentums spezifische steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile gewärtigen müsste (wobei die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als «Ausgeschlossene Personen» definiert werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung der Übertragung von Anteilen verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an diesen Anteilen zur Folge hätte;

und

B. zu jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Register der Anteilhaber eingetragen ist oder welche die Übertragung von Anteilen zur Eintragung' im Register der Anteilhaber wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen eines solchen Anteilhabers bei einer Ausgeschlossenen -Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an solchen Anteilen zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Generalversammlungen verweigern;

und

D. einen Anteilhaber anweisen, seine Anteile zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, daß eine Ausgeschlossene Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Anteile ist. Sofern der Anteilhaber dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Anteilhaber alle von diesem Anteilhaber gehaltenen Anteile nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen:

(1) Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung («Kaufmitteilung») an den Anteilhaber bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Anteile, entsprechend der Eintragung im Register der Anteilhaber; diese Mitteilung bezeichnet

die zurückzukaufenden Anteile, das Verfahren, nach welchem der Rückkaufpreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Anteilinhaber per Einschreiben an dessen letztbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Anteilinhaber ist hierbei verpflichtet, der Gesellschaft das Anteilzertifikat bzw. die Anteilzertifikate, welche die Anteile entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, auszuliefern.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Anteilinhabers an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Anteilen, und im Falle von Namensanteilen wird der Name des Anteilinhabers aus dem Register der Anteilinhaber gestrichen, im Falle von Inhaberanteilen werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, welche die Anteile verkörpern, entwertet.

(2) Der Preis, zu welchem jeder derartige Anteil erworben wird («Kaufpreis»), entspricht einem Betrag auf Grundlage des Anteilwertes pro Anteil der entsprechenden Anteilklasse an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, wie dieser vom Verwaltungsrat für die Rücknahme von Anteilen an der Gesellschaft zuletzt vor dem Datum der Kaufmitteilung oder unmittelbar nach der Einreichung der (des) Anteilzertifikate(s) über die in dieser Kaufmitteilung aufgeführten Anteile ermittelt wurde, je nachdem, welcher Wert der niedrigere Wert ist, wobei die Ermittlung im Einklang mit den Bestimmungen gemäß Artikel 8 erfolgt, unter Abzug der in der Kaufmitteilung vorgesehenen Bearbeitungsgebühr.

(3) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Anteile in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Anteilen der entsprechenden Anteilklasse vorgesehenen Währung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Bestimmung des Kaufpreises bei Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Anteilen oder einzelnen Anteilen hieraus zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Anteilen, mit Ausnahme des Rechts, den Kaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s), wie vorerwähnt, von dieser Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, welche einem Anteilinhaber nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zu Gunsten der jeweiligen Anteilklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu gegebener Zeit sämtliche notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, weil das Eigentum an Anteilen unzureichend nachgewiesen worden sei oder weil das tatsächliche Eigentum an Anteilen nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, daß die vorgenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

«Ausgeschlossene Person» nach der hier verstandenen Definition erfasst nicht solche Personen, welche im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Anteile zeichnen für die Dauer ihres Anteilbesitzes und auch nicht Wertpapierhändler, welche im Zusammenhang mit dem Vertrieb Anteile an der Gesellschaft zeichnen.

Art. 11. Berechnung des Anteilwertes. Der Anteilwert pro Anteil jeder Anteilklasse wird in der Fondswährung (entsprechend der Bestimmung in den Verkaufsunterlagen) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Anteilklassen, ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag, beziehungsweise zu jedem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, durch Division der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft; das heißt der anteilig einer solchen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig dieser Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag beziehungsweise zu diesem Bewertungszeitpunkt an dem Bewertungstag, durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Anteilklasse, gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln, berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Anteilinhaber und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Beispiel für die Berechnung des Anteilwertes:

Nettoteilfondsvermögen.	EUR 10.000.000
Anzahl der umlaufenden Anteile	100.000
Anteilwert (Rücknahmepreis).	EUR 100
Ausgabeaufschlag.	2%
Ausgabepreis pro Anteil	EUR 102

Die Wertentwicklung wird nach der so genannten «BVI-Methode» ermittelt. Die Berechnung basiert auf den Rücknahmepreisen am Anfangs- und Endtermin. Zwischenzeitliche Ausschüttungen werden zum Rücknahmepreis des Ausschüttungstages reinvestiert.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Anteilklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- (1) Die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsanteile.
- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);

(4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);

(5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;

(6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;

(7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen an der Gesellschaft;

(8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

(a) Die im jeweiligen Teilfonds enthaltenen offenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

(b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlt Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

(c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist;

(d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen Geregelten Markt (entsprechend der Definition in Artikel 18 dieser Satzung) gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.

(e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen Geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (b) oder (c) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.

(f) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Gesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

(g) Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

(h) Zinsswaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

(i) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Verwaltungsrat auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei einer Großbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

(1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;

(2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);

(3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);

(4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);

(5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder -zeitpunkt entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;

(6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratsitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Anteilinhaber, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Für jede Anteilklasse wird der Verwaltungsrat wie nachstehend beschrieben einen Teilfonds errichten und für jeden Teilfonds können dementsprechend mehrere Anteilklassen eingerichtet werden:

a) Sofern mehrere Anteilklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Anteilklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Anteilinhaber oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Anteilklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Anteilklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Anteilklasse beziehungsweise den Anteilklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Anteilklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Anteilklasse beziehungsweise denselben Anteilklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Anteilklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Anteilklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separates Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) alle Verbindlichkeiten, unabhängig davon; welcher Anteilklasse sie zuzuordnen sind, die Gesellschaft als ganzes verpflichten, sofern mit einzelnen Gläubigern keine anderweitige Vereinbarung getroffen wurde;

(f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilinhaber einer Anteilklasse wird der Nettovermögenswert dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen

Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anteilhaber bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag beziehungsweise zu dem entsprechenden Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Anteilwertberechnung, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtausches von Anteilen. Im Hinblick auf jede Anteilklasse werden der Anteilwert sowie der Preis für die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen von der Gesellschaft oder einer hierzu von der Gesellschaft beauftragten Stelle regelmäßig, mindestens jedoch zweimal pro Monat in einem, vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus berechnet, wobei der Tag, zu welchem diese Berechnung vorgenommen wird, als «Bewertungstag» bezeichnet wird; sofern der Anteilwert während ein- und desselben Bewertungstages mehrfach ermittelt wird, gilt jeder dieser Ermittlungszeitpunkte als «Bewertungszeitpunkt» an dem jeweiligen Bewertungstag.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Anteilwertes einer bestimmten Anteilklasse sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen oder den Umtausch zwischen verschiedenen Anteilklassen einstellen:

(a) während einer Zeit, während der ein Hauptmarkt oder ein sonstiger Markt, an welchem ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche dieser Anteilklasse zuzuordnen sind, notiert oder gehandelt wird, an anderen Tagen als an gewöhnlichen Feiertagen geschlossen ist oder wenn der Handel in solchen Vermögenswerten eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft, welche dieser Anteilklasse zuzuteilen sind, beeinträchtigt;

(b) in Notfällen, wenn nach Einschätzung des Verwaltungsrates die Verfügung über Vermögenswerte oder die Bewertung von Vermögenswerten der Gesellschaft, welche dieser Anteilklasse zuzuordnen sind, nicht vorgenommen werden können;

(c) während eines Zusammenbruchs von Kommunikationswegen oder Rechnerkapazitäten, welche normalerweise im Zusammenhang mit der Bestimmung des Preises oder des Wertes von Vermögenswerten einer solchen Anteilklasse oder im Zusammenhang mit der Kurs- oder Wertbestimmung an einer Börse oder an einem sonstigen Markt im Zusammenhang mit den der Anteilklasse zuzuordnenden Vermögenswerten Verwendung finden; nicht hierunter fällt der Zusammenbruch der Rechnerkapazitäten der Zentralverwaltung des Fonds;

(d) sofern aus anderen Gründen die Preise von Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche einer Anteilklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah und genau festgestellt werden können;

(e) während einer Zeit, in welcher die Gesellschaft nicht in der Lage ist, die notwendigen Mittel aufzubringen, um auf Rücknahmen der Anteile der Anteilklasse Zahlungen vorzunehmen, oder während welcher der Übertrag von Geldern im Zusammenhang mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von Anteilen nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu angemessenen Devisenkursen ausgeführt werden kann;

f) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einladung zu einer außerordentlichen Generalversammlung zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder von Anteilklassen oder zum Zwecke der Verschmelzung der Gesellschaft oder eines Teilfonds oder zum Zwecke der Unterrichtung der Anteilhaber von einem Beschluss des Verwaltungsrates, einen Teilfonds aufzulösen, zu annullieren oder Teilfonds zu verschmelzen;

Jegliche Aussetzung in den vorgenannten Fällen wird von der Gesellschaft, sofern erforderlich, veröffentlicht und darüber hinaus den Anteilhabern mitgeteilt, welche einen Antrag auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Anteilen, für welche die Anteilwertberechnung ausgesetzt wird, gestellt haben.

Eine solche Aussetzung im Zusammenhang mit einer Anteilklasse wird keine Auswirkung auf die Berechnung des Anteilwertes, die Ausgabe, Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen einer anderen Anteilklasse haben.

Jeder Antrag für die Zeichnung, Rücknahme oder den Umtausch ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes.

Dritter Abschnitt. Verwaltung und Aufsicht

Art. 13. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Anteilhaber an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Frist von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Anteilhabern anlässlich der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes wird die freiwerdende Stelle durch Beschluss der verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates vorläufig besetzt; die Anteilhaber werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Artikel 14. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Anteilhaber oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich einen Geschäftsführer und beigeordnete Geschäftsführer sowie sonstige Angestellte, welche die Gesellschaft für erforderlich hält, für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft ernennen. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Die leitenden Angestellten müssen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates oder Anteilhaber an der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch die Satzung haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, welche ihnen vom Verwaltungsrat übertragen wurden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine eigene Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch einanderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Art. 16. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 17. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesell-

schaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft hat, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, einen Fondsmanagementvertrag mit einer Gesellschaft («Fondsmanager») abgeschlossen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 18 dieser Satzung der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll und der Fondsmanager kann, im Rahmen der täglichen Anlagepolitik und unter der Gesamtaufsicht des Verwaltungsrates, gemäß den Bestimmungen einer schriftlich zu treffenden Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten der Gesellschaft treffen.

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, (ii) die Sicherungsstrategien für bestimmte Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds und (iii) die Grundsätze, welche im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Anlagen eines jeden Teilfonds können aus folgenden Vermögenswerten bestehen:

- a) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten; die auf einem geregelten Markt notiert oder gehandelt werden;
- b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden;
- c) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates zur amtlichen Notierung zugelassen sind oder dort auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist;
- d) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zum Handel auf einem geregelten Markt im Sinne der vorstehend in diesem Artikel 18 a) bis c) genannten Bestimmungen beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Ausgabe erlangt wird;
- e) Anteilen von nach der Richtlinie 85/611 /EWG zugelassenen OGAW und /oder anderen OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, der Vereinigten Staaten von Amerika, Kanada, Japan, Hong Kong oder Norwegen sofern
 - das Schutzniveau der Anteilinhaber der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilinhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611 /EWG gleichwertig sind;
 - die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;
 - der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf;
 - die Anteile des OGAW oder OGA dem Publikum ohne eine Begrenzung der Zahl der Anteile angeboten werden und die Anleger das Recht zur Rückgabe der Anteile haben.

Erwirbt ein Teilfonds Anteile von Zielfonds und/oder sonstiger anderer OGA, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von demselben Fondsmanager oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit dem der Fondsmanager durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, so darf der Fondsmanager oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser Zielfonds und/oder OGA durch den Teilfonds keine Gebühren berechnen.

Soweit ein Teilfonds jedoch in Anteile in Zielfonds anlegt, die von anderen Gesellschaften aufgelegt und/oder verwaltet werden, ist zu berücksichtigen, dass gegebenenfalls Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge für diese Zielfonds berechnet werden. Die vom jeweiligen Teilfonds gezahlten Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge werden im jeweiligen Jahresbericht angegeben.

Soweit ein Teilfonds in Zielfonds anlegt, wird das Fondsvermögen neben den Gebühren für die Fondsverwaltung und das Fondsmanagement des investierenden Fonds auch mit Gebühren für Fondsverwaltung und Fondsmanagement der Zielfonds belastet. Insofern sind Doppelbelastungen hinsichtlich der Gebühren für die Fondsverwaltung und das Fondsmanagement nicht ausgeschlossen.

Desweiteren darf ein Teilfonds Anteile von in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegten Immobilien-Sondervermögen, die keine Spezial-Sondervermögen sind, sowie von in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Sondervermögen mit zusätzlichen Risiken und / oder Investmentaktiengesellschaften mit veränderlichen Kapital, deren Satzung eine den Sondervermögen mit zusätzlichen Risiken vergleichbare Anlageform vorsieht (deutsche Single-Hedgefonds), und die ihre Mittel nicht selbst in andere Investmentvermögen anlegen, erwerben.

Die Anlagen in von in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegten Immobilien-Sondervermögen, die keine Spezial-Sondervermögen sind, sowie von in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Sondervermögen mit zusätzlichen Risiken und / oder Investmentaktiengesellschaften mit veränderlichen Kapital, deren Satzung eine den Sondervermögen mit zusätzlichen Risiken vergleichbare Anlageform vorsieht (deutsche -Single-Hedgefonds), und die ihre Mittel nicht selbst

in andere Investmentvermögen anlegen, dürfen zusammen 10% des jeweiligen Nettoteilfondsvermögens nicht überschreiten.

Kein Teilfonds darf in Immobilien anlegen, wobei Anlagen in immobiliesicherten Wertpapieren oder Zinsen hierauf oder Anlagen in Wertpapieren, die von Gesellschaften ausgegeben werden, die in Immobilien investieren und Zinsen hierauf zulässig sind. Ein Teilfonds darf auch in REAL ESTATE INVESTMENT TRUSTS («REITS») investieren, sofern es sich um steuertransparente Immobilienaktiengesellschaften in Form von deutschen REITS (Mischform aus Aktiengesellschaft und Immobilienfonds) handelt. Die Höhe der erlaubten Investments in REITS wird im Verkaufsprospekt geregelt.

f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind und dieser Drittstaat zugleich OECD Land und GAFI Land ist;

g) abgeleiteten Finanzinstrumenten, d.h. insbesondere Optionen und Futures sowie Tauschgeschäfte («Derivaten»), einschließlich gleichwertiger abgerechneter Instrumente, die an einem der unter den vorstehend in diesem Artikel 18 a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und /oder abgeleiteten Finanzinstrumenten, die nicht an einer Börse gehandelt werden («OTC-Derivaten»), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne dieses Artikels 18 a) bis h), um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt;

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer behördlichen Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zugelassen wurden und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des jeweiligen Teilfonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

h) Geldmarktinstrumenten, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die nicht unter die vorstehend genannte Definition fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt sie werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedsstaats, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens einem Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den vorstehenden in diesem Artikel 18 a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer behördlichen Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind, wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben; die einer Kategorie angehören, die von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des vorstehenden ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn Millionen Euro (10.000.000 Euro), das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

Als Ziel für die Anlagepolitik eines jeden Teilfonds kann bestimmt werden, dass ein bestimmter, von der CSSF anerkannter, Aktien oder Schulindex nachgebildet wird.

Der jeweilige Teilfonds kann nach dem Grundsatz der Risikostreuung, bis zu 100% seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften oder von einem sonstigen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, vorausgesetzt, dass (i) solche Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind und (ii) in Wertpapieren aus ein und derselben Emission nicht mehr als 30% des Nettovermögens des betreffenden Teilfonds angelegt werden.

Die zum Investmentvermögen gehörenden Vermögensgegenstände dürfen nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherheit übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sein denn, es handelt sich um Sicherheitsleistungen zur Erfüllung von Einschuss- oder Nachschussverpflichtungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Derivaten, Finanzinstrumenten und sonstigen Techniken und Instrumenten.

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in den Verkaufsunterlagen der Anteile der Gesellschaft beschrieben, beschließen, dass (i) alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder (ii) dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden. Sofern ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden sollten, wird dies im Verkaufsprospekt entsprechend erläutert.

Anlagen eines jeglichen Teilfonds der Gesellschaft können unmittelbar oder mittelbar über hundertprozentig im Eigentum der Gesellschaft befindliche Tochtergesellschaften erfolgen, entsprechend der zu gebener Zeit zu treffenden

Entscheidung des Verwaltungsrates, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen der Gesellschaft beschrieben. Bezüge auf «Anlagen» und «Vermögenswerte» in dieser Satzung sollen dementsprechend entweder unmittelbar getätigte Anlagen oder unmittelbar für die Gesellschaft gehaltene Vermögenswerte oder solche Anlagen oder Vermögenswerte, welche mittelbar über die vorerwähnte Tochtergesellschaft für die Gesellschaft getätigt oder gehalten werden, bezeichnen.

Art. 19. Interessenkonflikt. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

«Entgegengesetztes Interesse» entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfasst, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen bezeichnet werden.

Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Artikel 21. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002.

Vierter Abschnitt. Generalversammlung - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

Art. 22. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Anteilhaber unabhängig von den Anteilklassen, welche von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Anteilhabern, welche wenigstens ein Fünftel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts an einem in der Einladung angegebenen Ort am 3. Montag des Monats Januar abgehalten.

Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg sein, so wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Anteilhaber treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen in dem Anteilregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensanteilen muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anteilhaber zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Mémorial «Recueil des Sociétés et Associations», in einer oder mehreren Luxemburger Zeitungen und in anderen Zeitungen entsprechend der Bestimmung des Verwaltungsrates veröffentlicht.

Wenn sämtliche Anteile als Namensanteile ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Anteilhaber ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Anteilhaber anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Anteilhabern zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Jeder Anteil berechtigt, unabhängig von der Anteilklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Anteilinhaber kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Anteilinhaber sein muß und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilinhaber gefasst.

Art. 23. Generalversammlungen der Anteilinhaber in einem Teilfonds oder einer Anteilklasse. Die Anteilinhaber der Anteilklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus, können die Anteilinhaber einer Anteilklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Anteilklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 22 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jeder Anteil berechtigt zu einer -Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Anteilinhaber können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Anteilinhaber sein muss aber ein Mitglied des Verwaltungsrates sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Anteilklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilinhaber gefasst.

Art. 24. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen. Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettovermögenswert eines Teilfonds oder einer Anteilklasse innerhalb eines Teilfonds unter einen Wert gefallen ist oder, diesen Wert nicht erreicht hat, wie er vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds oder dieser Anteilklasse festgesetzt wurde sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) zum Anteilwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages oder -zeitpunktes, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft wird die Inhaber der entsprechenden Anteilklasse(n) vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Zwangsrücknahme entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Rücknahme aufgeführt werden: die Inhaber von Namensanteilen werden schriftlich informiert; die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberanteilen durch Veröffentlichung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen informieren. Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Anteilinhaber oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Anteilinhaber können die Anteilinhaber des betreffenden Teilfonds die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Anteile vor Wirksamwerden der Zwangsrücknahme weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen).

Unbeschadet der vorbeschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann eine Generalversammlung der Anteilinhaber einer oder aller an einem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrates alle Anteile der betreffenden Anteilklasse(n) (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen) zum Anteilwert des Bewertungstages bzw. zum Anteilwert des Bewertungszeitpunktes an einem Bewertungstag, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurücknehmen und den Anteilinhabern den Anteilwert ihrer Anteile ausbezahlen. Auf den Generalversammlungen der Anteilinhaber der betreffenden Teilfonds ist ein Anwesenheitsquorum nicht erforderlich und Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gefasst.

Nach Abschluss der Liquidation eines Teilfonds verbleiben die Liquidationserlöse für Anteile, die nicht eingereicht wurden für eine Frist von höchstens sechs Monaten ab dem Datum des Abschlusses des Liquidationsverfahrens bei der Depotbank; danach werden die übrigen Liquidationserlöse bei der Caisse de Consignations hinterlegt.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Unter denselben Umständen wie im ersten Absatz geschildert kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen, nach den Bestimmungen gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 organisierten Organismus für gemeinsame Anlagen oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen («Neuer Teilfonds») zuzuteilen und die Anteile der betroffenen Anteilklasse(n) als Anteile einer anderen Anteilklasse (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich und der Auszahlung der Anteilsbruchteile an die Anteilinhaber) neu zu bestimmen. Diese Entscheidung wird in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben einen Monat vor ihrer Wirksamkeit veröffentlicht (und die Veröffentlichung wird Angaben zu dem Neuen Teilfonds enthalten), um den Anteilinhabern während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen.

Unbeschadet der vorstehend beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, eine Generalversammlung der Anteilinhaber der an einem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n) die Einbringung der diesem Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswerte und Verbindlichkeiten in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft beschließen, wobei für einen solchen Beschluss kein Anwesenheitsquorum erforderlich ist und die Verschmelzung mit der einfachen Mehrheit der auf einer solchen Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Stimmen beschlossen werden kann.

Die Einbringung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen wie vorstehend im fünften Absatz beschrieben kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, durch Beschluss der Generalversammlung der Anteilinhaber der an dem betroffenen Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n) erfolgen, wobei ein Anwesenheitsquorum von 50% der ausgegebenen Anteile und eine Mehrheit von 2/3 der anwesenden oder vertretenen Anteile erforderlich sind, außer wenn die Verschmelzung mit einem Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen des vertragsrechtlichen Typs (fonds commun de placement) oder einem ausländischen Orga-

nismus für gemeinsame Anlagen erfolgen soll, in welchem Falle der Beschluss nur die Anteilhaber bindet, welche für die Verschmelzung votiert haben.

Art. 25. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Oktober jeden Jahres und endet am 30. September des darauf folgenden Jahres.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Generalversammlung einer Anteilklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Anteilklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensanteilen erfolgt anderen im ' Anteilregister vermerkte Adressen. Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Inhaberanteilen erfolgt gegen Vorlage des Ertrags Scheins bei den hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Fünfter Abschnitt. Schlussbestimmungen

Art. 27. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (FinanzsektorG) («Depotbank») abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehen ist.

Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden. Der Verwaltungsrat kann die Ernennung der Depotbank zurücknehmen, er kann jedoch die Depotbank nicht entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

Art. 28. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Anteilhaber entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 29. Liquidation. Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Art. 30. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorum- und Mehrheitserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen unterliegt, geändert werden.

Art. 31. Begriffsbestimmungen. Maskuline Bezeichnungen dieser Satzung schließen die korrespondierende feminine Bezeichnung ein und Bezüge auf Personen oder Anteilhaber erfassen auch juristische Personen, Personengemeinschaften oder sonstige organisierte Personenvereinigungen, unabhängig davon ob sie Rechtspersönlichkeit besitzen oder nicht.

Art. 32. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 30. September 2006.
- 2) Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahre 2007 statt.

Übernahme und Einzahlung

Nachdem die Satzung mit dieser Maßgabe festgestellt wurde, haben die vorbezeichneten Parteien 310 (dreihundert-zehn) Aktien der Gesellschaft wie folgt übernommen («gezeichnet»):

Aktionär	Übernomme- nes Kapital	Anzahl der Aktien
1. LRI LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL S.A., 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxemburg	15.000,-	150
2. LRI INVEST S.A., 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach	16.000,-	160
Insgesamt	31.000,-	310

Die Gesamtheit dieser Aktien wurde eingezahlt, so dass der Gesamtbetrag von 31.000,- Euro (einunddreißigtausend Euro) von nun an zum Beweis des unterzeichneten Notars der Gesellschaft frei zur Verfügung steht.

Feststellung

Der beurkundende Notar erklärt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften erfüllt sind und beurkundet ausdrücklich deren Erfüllung.

Schätzung der Kosten

Die Parteien haben die Kosten, Auslagen, Gebühren und Belastungen, welcher Art auch immer, welche von der Gesellschaft zu tragen sind oder ihr in Verbindung mit der Gründung belastet werden, auf siebentausendfünfhundert Euro geschätzt.

Erste ausserordentliche Hauptversammlung

Die vorbezeichneten Parteien, welche die Gesamtheit des übernommenen Grundkapitals vertreten und sich als ordnungsgemäß einberufen betrachten, haben unmittelbar eine außerordentliche Hauptversammlung abgehalten und einstimmig die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'activité Syrdall.
2. Die nachfolgenden Personen werden zu Mitgliedern des Verwaltungsrates bis zum Abhalten der nächsten Jahreshauptversammlung im Jahre 2007 bestellt:
 - a. Herr Michael Albanus, geboren in Solingen, am 17. Juni 1969, wohnhaft in D-54317 Korlingen, Zum Steinbruch, 39.
 - b.- Herr Bernd Schlichter, geboren in Saarlouis, am 17. April 1960, wohnhaft in D-66780 Rehlingen, auf dem Blauen 3.
 - c.- Herr Markus Gierke, geboren in Saarburg, am 13. Juli 1968, wohnhaft in D-54292 Trier, Friedrich-Ebert-Allee 2.
 - d.-Herr Udo Stadler, geboren in Bitburg, am 12. August 1966, wohnhaft in-D-54309 Newel, Feldstraße 1.
 Herr Michael Albanus vorbenannt wird als Vorsitzender des Verwaltungsrates ernannt.
3. Die nachfolgende Person wird zum Wirtschaftsprüfer bis zum Abhalten der nächsten Jahreshauptversammlung im Jahre 2007 bestellt:

PriceWaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1014 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Woraufhin die vorliegende Urkunde in Munsbach erstellt wurde, errichtet am Datum wie zu Beginn des Dokumentes aufgeführt.

Nachdem die Urkunde den erschienenen Parteien, die dem Notar alle mit ihrem Nachnamen, Vornamen, nach Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, verlesen wurde, haben die erschienenen Personen gemeinsam mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: S. Abel, A. Schmitz, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 5 octobre 2005, vol. 433, fol. 30, case 4. – Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Für gleichlautende Abschrift, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Mersch, den 5. Oktober 2005.

H. Hellinckx.

(087494.3/242/952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2005.

DEKA-WorldGarant 11/2011, Fonds Commun de Placement.

Die DEKA INTERNATIONAL S.A., R. C. Luxembourg B 28.599, hat als Verwaltungsgesellschaft den Organismus für gemeinsame Anlagen DEKA-WorldGarant 11/2011, der den Bestimmungen von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der Depotbank des Fonds DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., am 5. Oktober 2005 gegründet.

Das Sonderreglement eingetragen in Luxemburg am 6. Oktober 2005 unter der Referenznummer LSO-BJ00956 wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Luxemburg, den 5. Oktober 2005.

DEKA INTERNATIONAL S.A. / DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Unterschriften

(088074.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

BG UMBRELLA FUND, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des BG UMBRELLA FUND: BG Global Balance, eingetragen in Luxemburg am 4. Oktober 2005, réf. LSO-BJ00318 wurde am 6. Oktober 2005 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. Oktober 2005.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

(087490.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2005.

BG UMBRELLA FUND, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des BG UMBRELLA FUND: BG Global Challenge, eingetragen in Luxemburg am 4. Oktober 2005, réf. LSO-BJ00316 wurde am 6. Oktober 2005 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. Oktober 2005.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

(087491.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2005.

BG UMBRELLA FUND, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des BG UMBRELLA FUND: BG Global Dynamic, eingetragen in Luxemburg am 4. Oktober 2005, réf. LSO-BJ00313 wurde am 6. Oktober 2005 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. Oktober 2005.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

(087492.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2005.

BG UMBRELLA FUND, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des BG UMBRELLA FUND: BG Global Classic, eingetragen in Luxemburg am 4. Oktober 2005, réf. LSO-BJ00312 wurde am 6. Oktober 2005 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. Oktober 2005.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

(087493.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2005.

SEB CONCEPT TeleTech, Fonds Commun de Placement.

Sondervermögen, verwaltet von der SEB INVEST LUXEMBOURG S.A., mit Sitz in 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 28.468.

Das Sonderreglement und das Verwaltungsreglement des SEB Concept TeleTech (Stand: September 2005) eingetragen in Luxemburg am 12. Oktober 2005, Ref. LSO-BJ02381 wurde am 13. Oktober 2005 beim Handelsregister hinterlegt.

Zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, im Oktober 2005.

SEB INVEST LUXEMBOURG S.A.

Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

(089544.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2005.

BG UMBRELLA FUND, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des BG UMBRELLA FUND: GB Global Discovery, einregistriert in Luxemburg am 4. Oktober 2005, réf. LSO-BJ00320 wurde am 6. Oktober 2005 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. Oktober 2005.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

(087495.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2005.

BG UMBRELLA FUND, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des BG UMBRELLA FUND: BG Stable Value, einregistriert in Luxemburg am 4. Oktober 2005, réf. LSO-BJ00321 wurde am 6. Oktober 2005 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg zur Einsicht hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. Oktober 2005.

LRI INVEST S.A.

Unterschrift

(087498.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2005.

IFM-INVEST, Fonds Commun de Placement.

Die INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A., H. R. Luxemburg B 8.558, hat als Verwaltungsgesellschaft für den Organismus für gemeinsame Anlagen «IFM-INVEST», der den Bestimmungen von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der Depotbank des Fonds DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A., beschlossen, das Sonderreglement am 4. Oktober 2005 zu ändern.

Das Sonderreglement enregistriert in Luxemburg am 6. Oktober 2005, unter der Referenznummer LSO-BJ00955, wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Luxemburg, den 4. Oktober 2005.

INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

DekaBank DEUTSCHE GIROZENTRALE LUXEMBOURG S.A.

Die Depotbank

Unterschriften

(088071.3//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2005.

MERRILL LYNCH INTERNATIONAL INVESTMENT FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R. C. Luxembourg B 6.317.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg le 20 juin 2005 à 11.00 heures que l'assemblée générale ordinaire décide de nommer pour une durée d'un an expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes annuels au 31 décembre 2005 les personnes suivantes:

- Monsieur Jürgen Reimnitz, administrateur, né le 22 septembre 1930 à Gleiwitz (Allemagne), résidant à Kaiserplatz, D-60261 Frankfurt am Main, Allemagne

- Monsieur Robert Fairbairn, Managing Director, Chief Operating Officer, EMEA Pacific, MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS LIMITED, né le 10 avril 1965 à Cambridge (Royaume Uni), résidant professionnellement à 33, King William Street, London EC4R 9AS, Royaume Uni

- Monsieur Frank P. Le Feuvre, administrateur, né le 6 avril 1947 à Jersey (Channel Islands), résidant professionnellement à Forum House, Greenville Street, St. Helier, Jersey JE4 8RL, Channel Islands

- Monsieur Geoffrey Radcliffe, administrateur, né le 8 octobre 1958 à Douglas (Isle of Man), résidant professionnellement à 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg

- Monsieur François Tesch, administrateur, né le 16 janvier 1951 à Steinsel (Luxembourg), résidant professionnellement à 6, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

- Monsieur Jean-Claude Wolter, administrateur, né le 8 octobre 1937 à Luxembourg, résidant à 232, rue Edith Cavell, B-1108 Bruxelles, Belgique

- Monsieur Andrew Donohue, First Vice President, General Counsel, MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS L.P., né le 22 août 1950 à Roslyn (New York, Etats Unis), résidant professionnellement à Princeton, New Jersey, Etats Unis

- Monsieur James Charrington, Managing Director, Head of Retail Business, EMEA Pacific, MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS LIMITED, né le 12 mars 1952 à Londres (Royaume Uni), résidant professionnellement à 33, King William Street, London EC4R 9AS, Royaume Uni

- Monsieur Emilio Novela Berlin, Independent Director, né le 3 juillet 1951 à Sevilla (Espagne), résidant à Paseo de la Castellana 40bis - 4A Planta, 28046 Madrid, Espagne.

Luxembourg, le 17 octobre 2005.

Pour la Société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2005, réf. LSO-BJ04640. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(093484.3/267/38) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2005.

**MERRILL LYNCH INTERNATIONAL INVESTMENT FUNDS,
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R. C. Luxembourg B 6.317.

Z.OH.M. Baron van Hövell tot Westerflieer a démissionné de sa fonction d'administrateur dans MERRILL LYNCH INTERNATIONAL INVESTMENT FUNDS avec effet au 1^{er} avril 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2005.

Pour la Société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2005, réf. LSO-BJ04641. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(093489.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2005.

PLANETON S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2320 Luxembourg, 43, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 77.494.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société PLANETON S.A. (en liquidation) en date du 29 septembre 2005, que les actifs et les passifs de la société ont été réglés, que les actions ont été annulées, et que la liquidation de la société a ainsi été clôturée. Les livres, documents et enregistrements de la société seront conservés durant une période de 5 ans au siège social de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PLANETON S.A.

Signature

Mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2005, réf. LSO-BJ00723. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(091511.3/2460/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2005.
